

EUROBAROMETRE 63.4

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2005

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Presse et Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. *
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Presse et Communication, Secteur opinion publique). La présente enquête (Eurobaromètre 63) a été réalisée entre le 9 mai et le 14 juin 2005 par TNS Opinion & Social, un consortium créé par les instituts de sondage Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe.

Les sondages Eurobaromètre couvrent désormais 29 pays : les 25 Etats membres, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Turquie, auxquels s'ajoute la communauté turque de Chypre. Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus. En France, l'enquête a été réalisée entre le 16 mai et le 7 juin 2005 par l'institut TNS/Sofres auprès d'un échantillon de 1012 personnes.

Il n'échappera à personne que cet Eurobaromètre paraît dans un contexte particulier : l'enquête de terrain a été menée dans les semaines qui ont précédé et suivi le référendum sur le traité établissant une constitution européenne (29 mai)¹. Cette période a été marquée par une forte présence des questions européennes sur la scène médiatique et dans le débat public.

La première partie de ce « Spécial Bureau/France » présente un aperçu de l'opinion française (contexte national, vie personnelle des Français, attentes pour l'avenir).

La deuxième partie porte sur la confiance que les Français accordent aux institutions, qu'elles soient nationales ou internationales, ainsi que sur leur sentiment d'appartenance à l'Europe.

La troisième partie se penche sur l'image de l'Union européenne auprès de l'opinion publique française et, en particulier, auprès des jeunes (représentations, craintes et oppositions).

La quatrième partie examine la manière dont est traitée l'information communautaire et le niveau de connaissances qu'ont les Français en matière européenne.

La cinquième partie analyse l'opinion des Français sur le rôle de l'Union européenne dans le monde (politique extérieure, place de l'Europe par rapport aux autres grands pays et attitude devant la mondialisation).

La sixième partie illustre les tendances de l'opinion au sujet du traité constitutionnel et de l'avenir de la construction européenne.

La septième partie étudie l'attitude des Français devant les élargissements futurs de l'Union.

Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les statistiques se rapportent aux personnes interrogées en France. Certaines données (comme le soutien à l'élargissement) font l'objet d'une analyse détaillée, en fonction des critères démographiques et socioprofessionnels, tels que l'âge, la profession et le lieu de résidence. Le sigle UE-25, souvent utilisé, indique la moyenne des vingt-cinq États de l'Union européenne.

¹ Pour une analyse détaillée du « non » français, nous renvoyons à l'Eurobaromètre flash disponible sur le site www.europa.eu.int/comm/public_opinion/flash/fl171_fr.pdf

I) APERÇU DE L'OPINION FRANÇAISE

Le « non » français au projet de traité constitutionnel a fait l'objet de nombreuses analyses en France et à l'étranger : les commentateurs ont évoqué, tour à tour, les effets de la crise économique, une difficulté à comprendre le texte du traité et une désaffection à l'égard des élites politiques. L'Eurobaromètre 63 permet de préciser certaines de ces analyses dans les domaines politique, économique et social.

LE CONTEXTE NATIONAL

Dans un contexte économique incertain, avec une hausse du chômage et une croissance toujours atone, l'opinion publique française continue d'être caractérisée par son pessimisme. 22% des personnes interrogées considèrent bonne la situation de l'économie française, tandis que 75% la trouvent mauvaise. De même, 52% estiment que la situation de l'emploi en France est plutôt mauvaise, 43% qu'elle est très mauvaise et seuls 4% qu'elle est bonne.

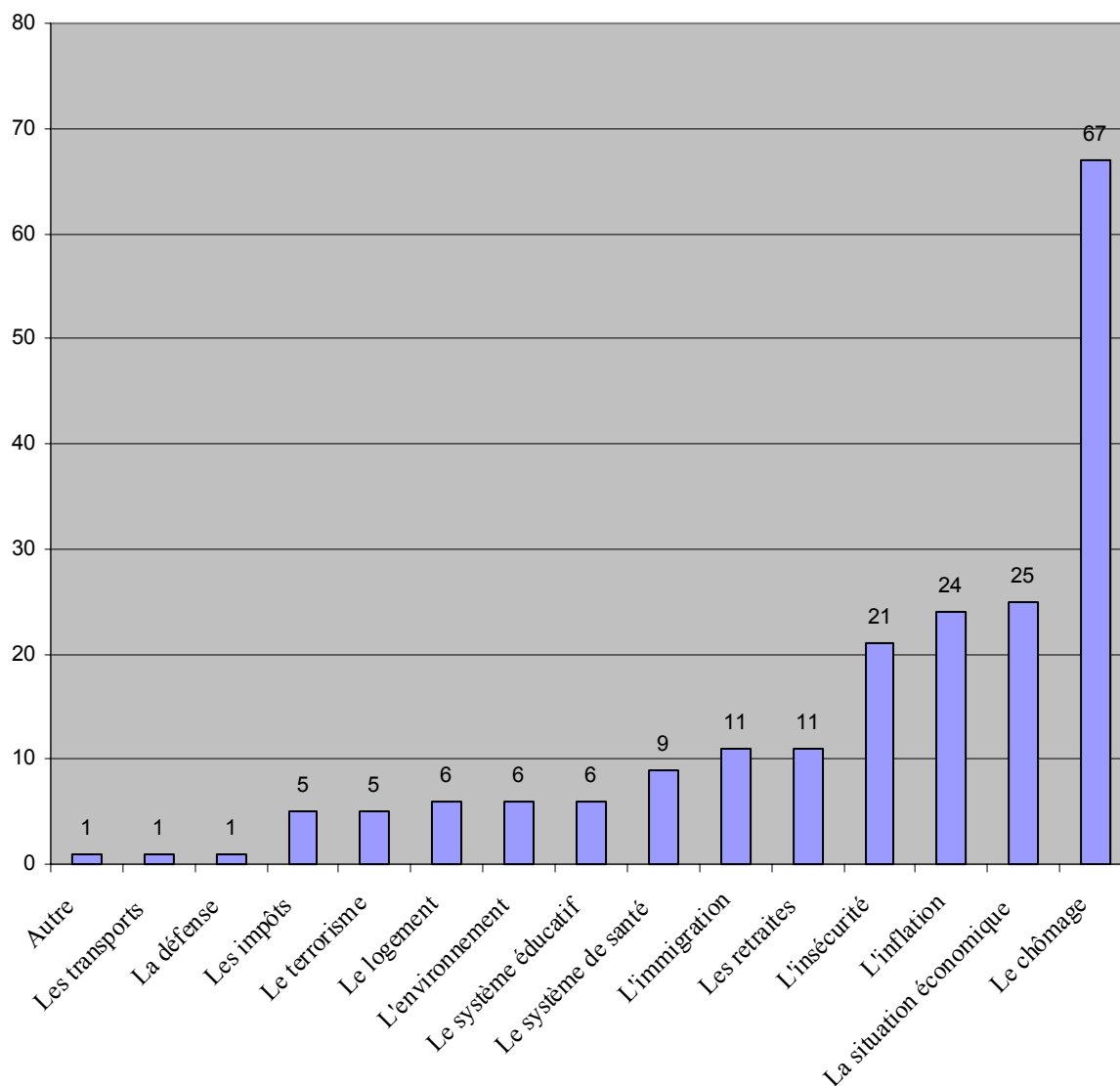
En dépit de ces indicateurs, la plupart des personnes interrogées manifestent leur satisfaction pour leur mode de vie : 9% sont très satisfaits et 75% plutôt satisfaits de leur qualité de vie et 68% estiment que leur propre situation financière est bonne (65%) ou très bonne (3%). Le système de protection sociale fait lui aussi l'objet d'un jugement positif : 67% des Français le jugent très bon (8%) ou plutôt bon (59%).

Plus encore, les Français estiment qu'à l'exception de l'emploi, la situation de leur pays est quelque peu meilleure par rapport aux autres Etats de l'Union européenne :

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en France est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

	Vraiment meilleure	Un peu meilleure	Un peu moins bonne	Vraiment moins bonne	Identique
La situation de l'économie française	5%	50%	23%	5%	7%
La situation de l'emploi en France	2%	24%	43%	16%	7%
La situation de la protection sociale en France	23%	55%	8%	4%	3%
Le système éducatif	10%	48%	21%	5%	6%
La qualité de vie en France	13%	62%	11%	2%	4%

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum)?

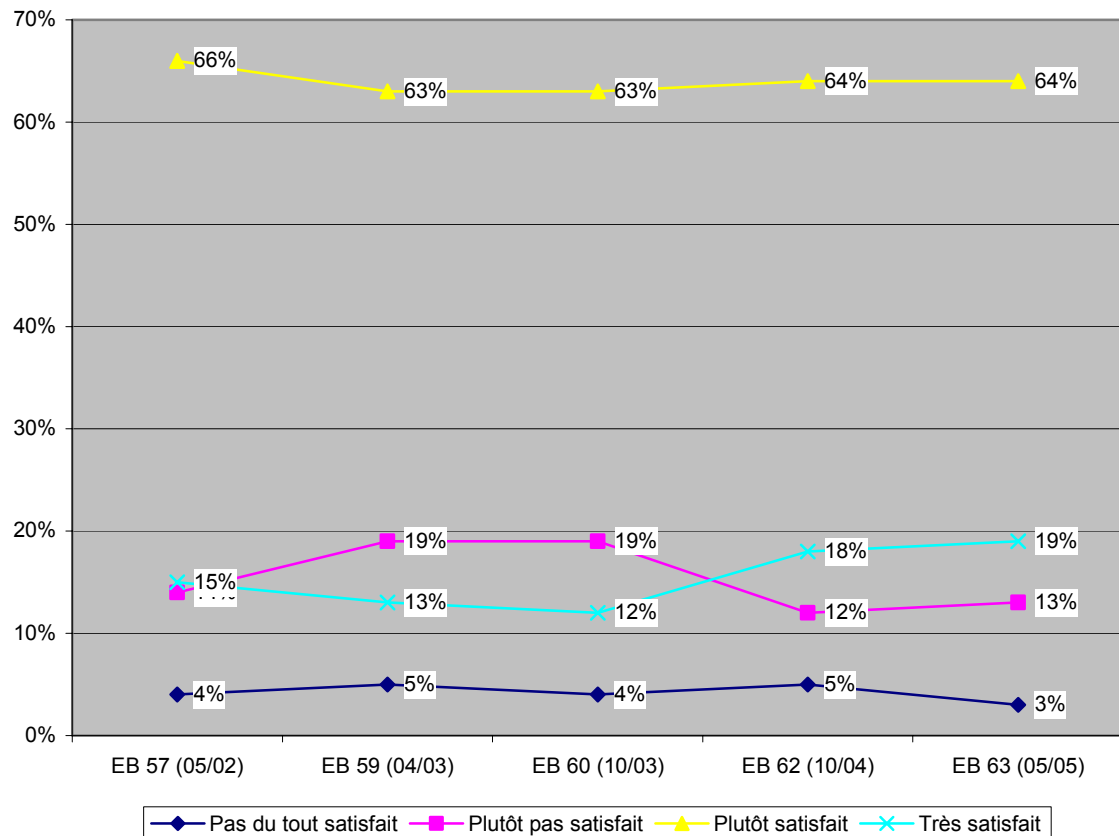


Les problèmes de nature économique arrivent largement en tête parmi les préoccupations des Français : les trois premières places ainsi sont occupées par le chômage (67%, avec une hausse spectaculaire de 16 points par rapport au sondage d'octobre 2004), la situation économique (25%, +1%) et l'inflation (24%, +3%). En revanche, l'insécurité recule de la deuxième à la quatrième place (24%, -3%).

Viennent ensuite le problème des retraites et l'immigration (11%, =), le système de santé (9%, -4%), le système éducatif (6%, -2%), la protection de l'environnement (5%, -2%), le logement (6%, =), le terrorisme (5%, en baisse de 5 points), les impôts (5%, =), la défense (1%, -1%) et les transports (1%, =).

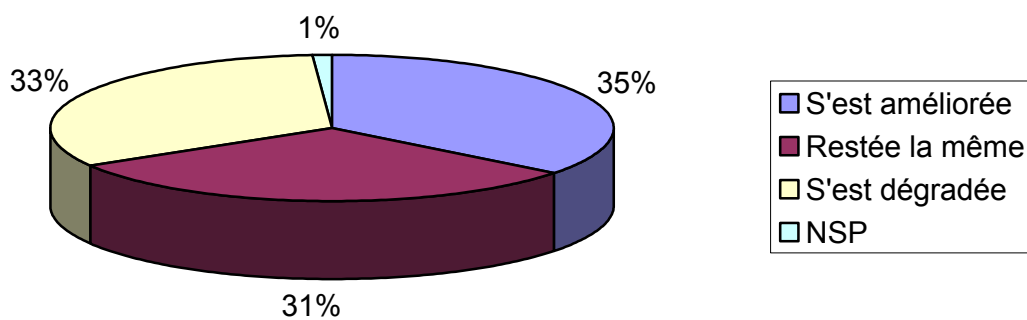
VIE ET SITUATION PERSONNELLE DES FRANÇAIS

D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez ?



Depuis la dernière enquête, les résultats restent stables : 64% (=) des Français se disent assez satisfaits et 19% (+1%) très satisfaits de la vie qu'ils mènent. Seuls 13% (+1%) et 3% (-2%) déclarent n'être pas très satisfaits ou pas satisfaits du tout par leur niveau de vie. En additionnant les deux premières catégories, on parvient à un indice de satisfaction de 83%, qui est quasiment identique à la moyenne UE-25 (81%).

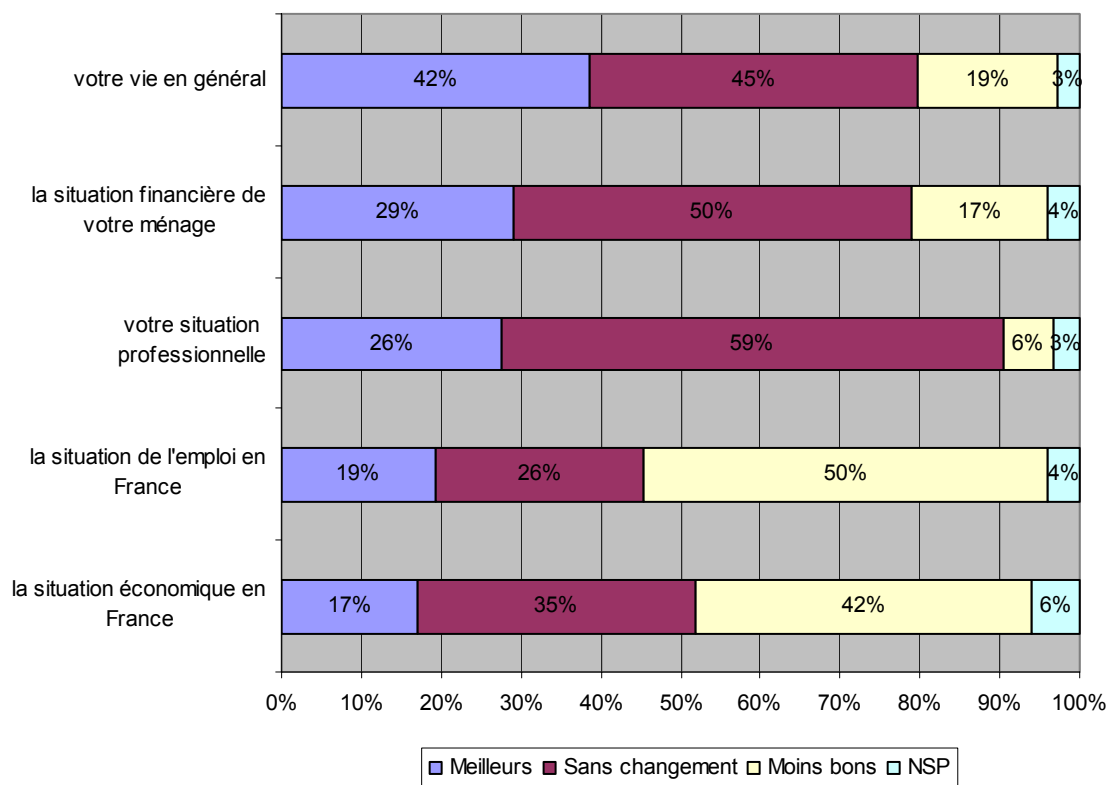
Si vous comparez votre situation à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle... ?



Invitées à comparer leur situation à celle d'il y a cinq ans, 35% (-5%) des personnes interrogées pensent qu'elle s'est améliorée, 31% (+1%) qu'elle est restée la même et 29% (+4%) qu'elle s'est dégradée.

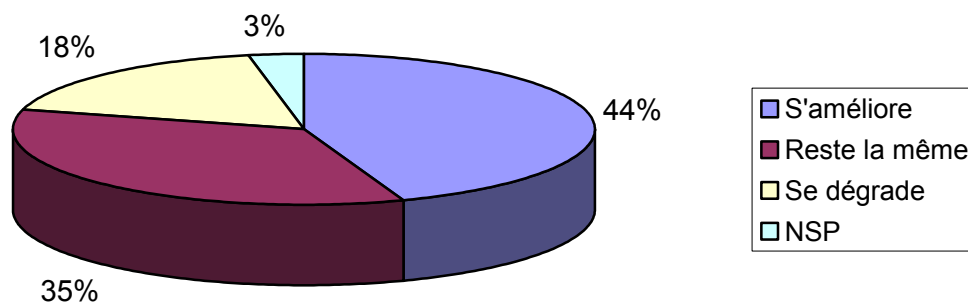
LES ATTENTES POUR L'AVENIR

Les douze prochains mois seront-ils ... en ce qui concerne... ?



Interrogés sur leurs attentes pour les douze prochains mois, les Français continuent à manifester leur pessimisme sur la conjoncture économique : 50% (+3%) s'attendent à une nouvelle aggravation du chômage ; 42% (-1%) estiment que la situation économique de la France ne s'améliorera pas au cours de la prochaine année. En ce qui concerne leur situation personnelle, c'est toujours la stabilité qui prévaut : 45% pensent que leur vie en général, 50% que la situation financière de leur ménage et 59% que leur situation personnelle restera sans changement dans les douze prochains mois.

Au cours des cinq prochaines années, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, qu'elle reste la même ou qu'elle se dégrade ?



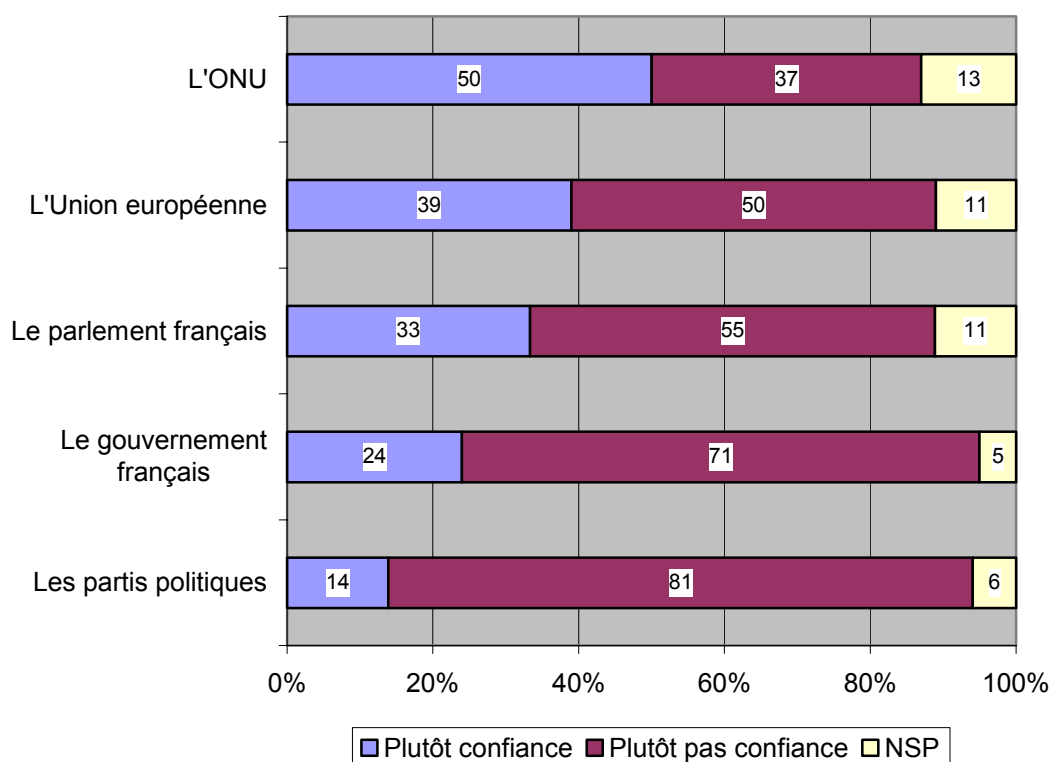
Interrogés sur leurs attentes pour les cinq prochaines années, 44% (-3%) des Français pensent que leur situation personnelle s'améliorera, 35% (+1%) qu'elle restera la même et 18% (+1%) qu'elle se dégradera. L'opinion publique française présente ainsi des valeurs comparables à la moyenne UE-25 qui, dans ces trois domaines, s'élève respectivement à 42%, 33% et 14%.

Les Européens les plus « optimistes » sont les Espagnols (dont 57% s'attendent à une amélioration de leur niveau de vie), les Irlandais et les Britanniques (55%). Les plus « pessimistes » sur leur situation à venir sont les Allemands (25%) et les Grecs (35%).

II) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

LES INSTITUTIONS NATIONALES

Faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance aux institutions suivantes ?

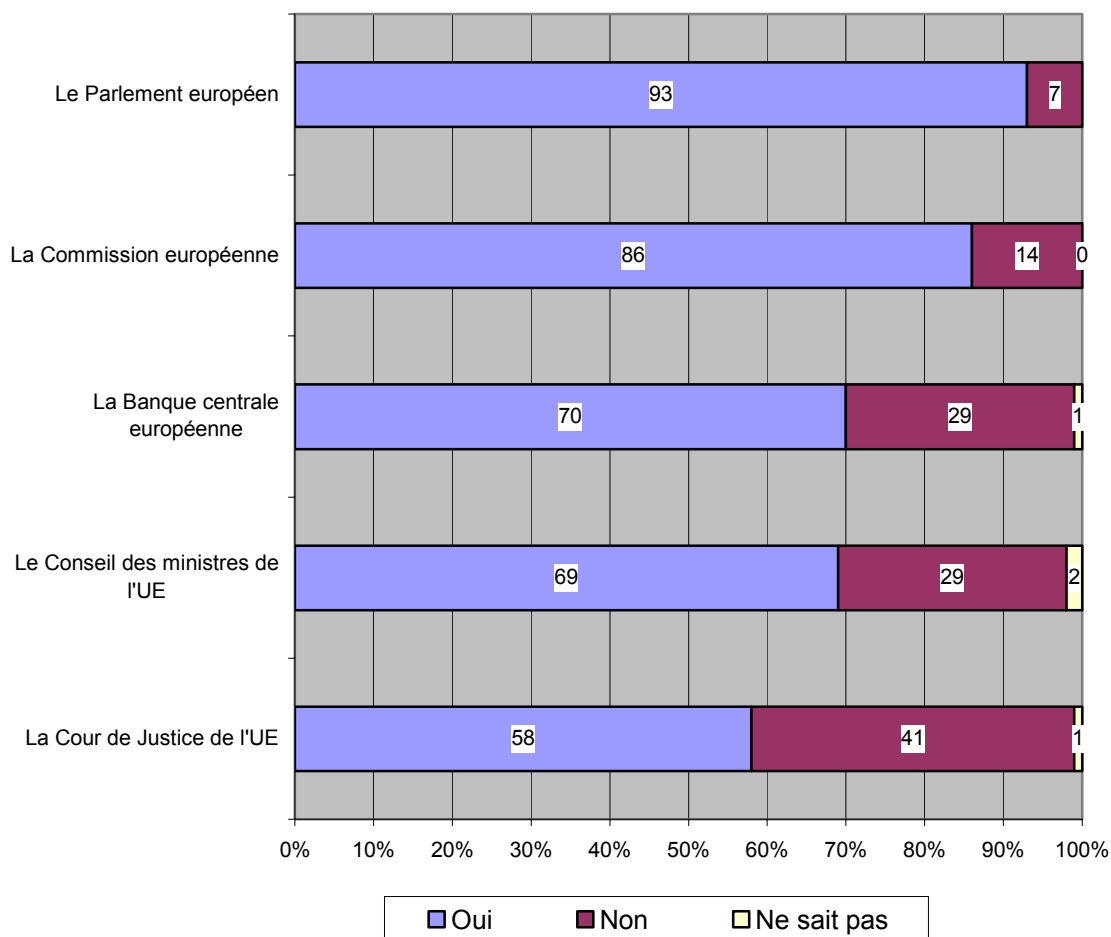


Les institutions politiques nationales font l'objet d'une désaffection croissante : seuls 33% des Français (-5%) font confiance au Parlement ; 24% (-9%) au gouvernement ; 14% (+1%) aux partis politiques.

Comme toujours, on constate une légère préférence pour les organisations internationales par rapport aux institutions nationales : 50% des Français font ainsi confiance à l'ONU (-2%) et 39% à l'Union européenne, ce qui représente une baisse de 11 points par rapport à l'EB 62.

LES INSTITUTIONS EUROPENNES

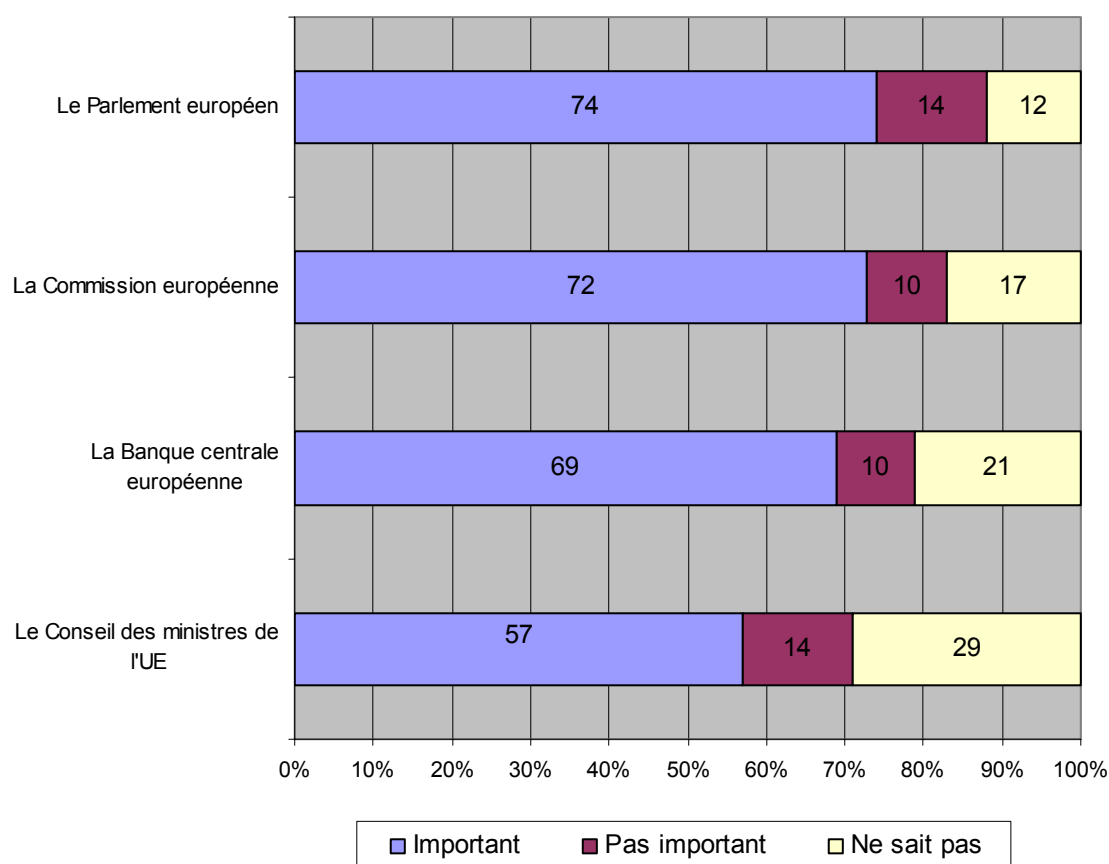
Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



L'indice de notoriété des principales institutions communautaires demeure pratiquement inchangé depuis la dernière enquête : le Parlement et la Commission sont les deux institutions les plus connues. Respectivement 93% (=) et 86% (-1%) des personnes interrogées en ont entendu parler.

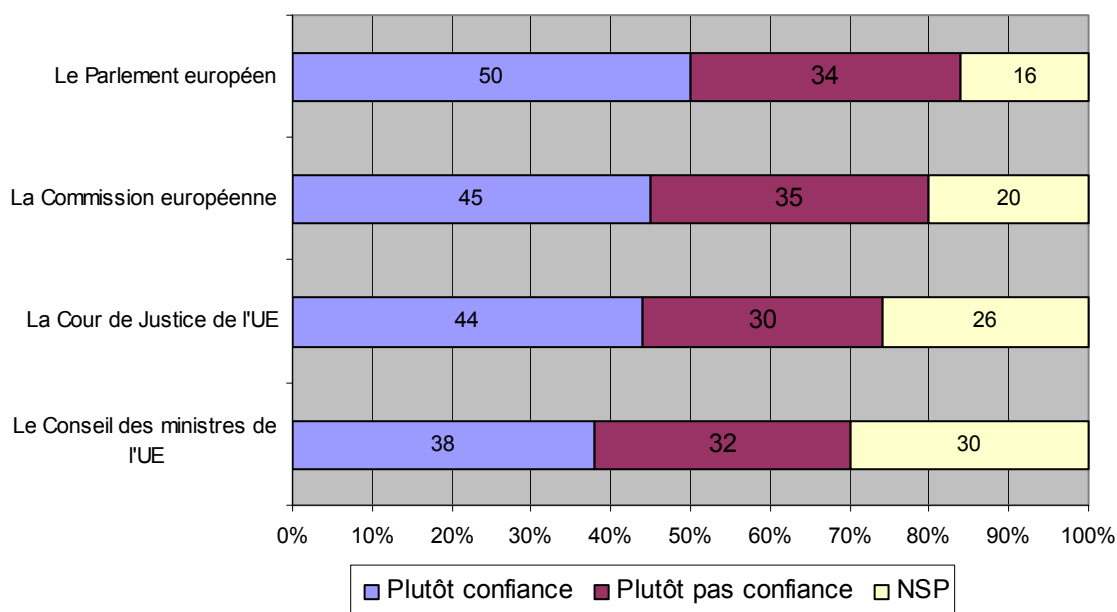
La notoriété de la Banque centrale européenne (70%, -2%) dépasse de peu celle du Conseil des ministres de l'Union européenne (69%), qui augmente de cinq points. Enfin, 58% des Français ont entendu parler de la Cour de Justice des communautés européennes.

Et pour chacune de ces institutions, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas important dans la vie de l'Union européenne ?



Par rapport au dernier Eurobaromètre – qui présentait, il faut le rappeler, des valeurs particulièrement élevées par rapport aux sondages précédents – l'appréciation du rôle des quatre institutions communautaires connaît une forte baisse : le rôle du Parlement européen est jugé important par 74% (-9%) des personnes interrogées, celui de la Commission européenne par 72% (-4%) et celui de la Banque centrale européenne par 69% (- 1%). Avec 57% (-7%) le Conseil des ministres arrive à la dernière place.

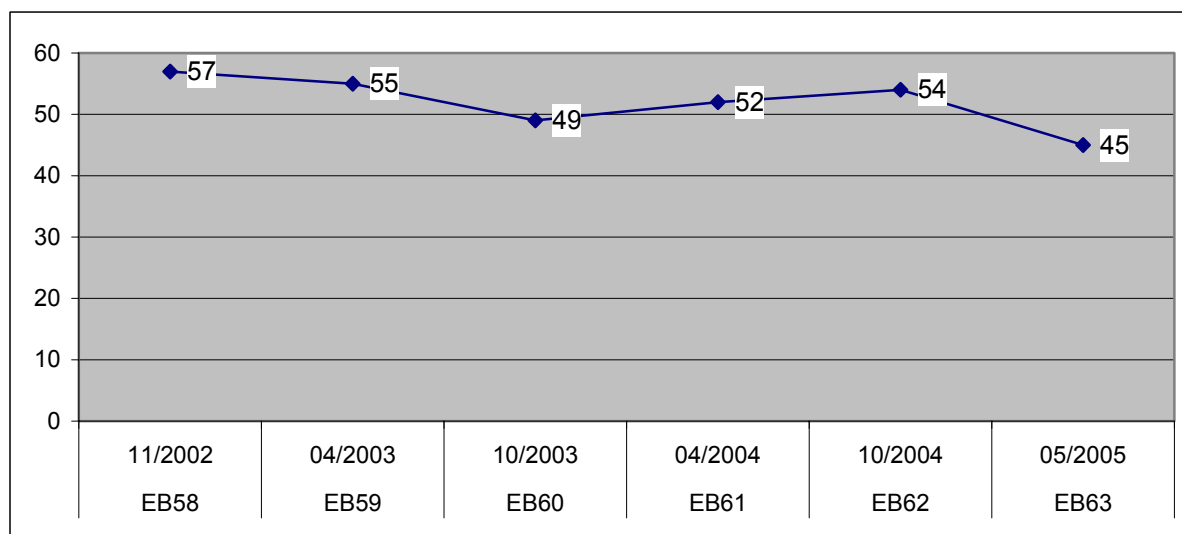
Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Comme il a été dit, l'enquête de terrain de l'EB a eu lieu dans les dernières semaines de campagne référendaire. Il est possible que certains des thèmes au centre du débat (comme le projet de « directive Bolkestein », pour n'en citer qu'un seul) aient eu une influence directe sur l'indice de confiance des institutions européennes.

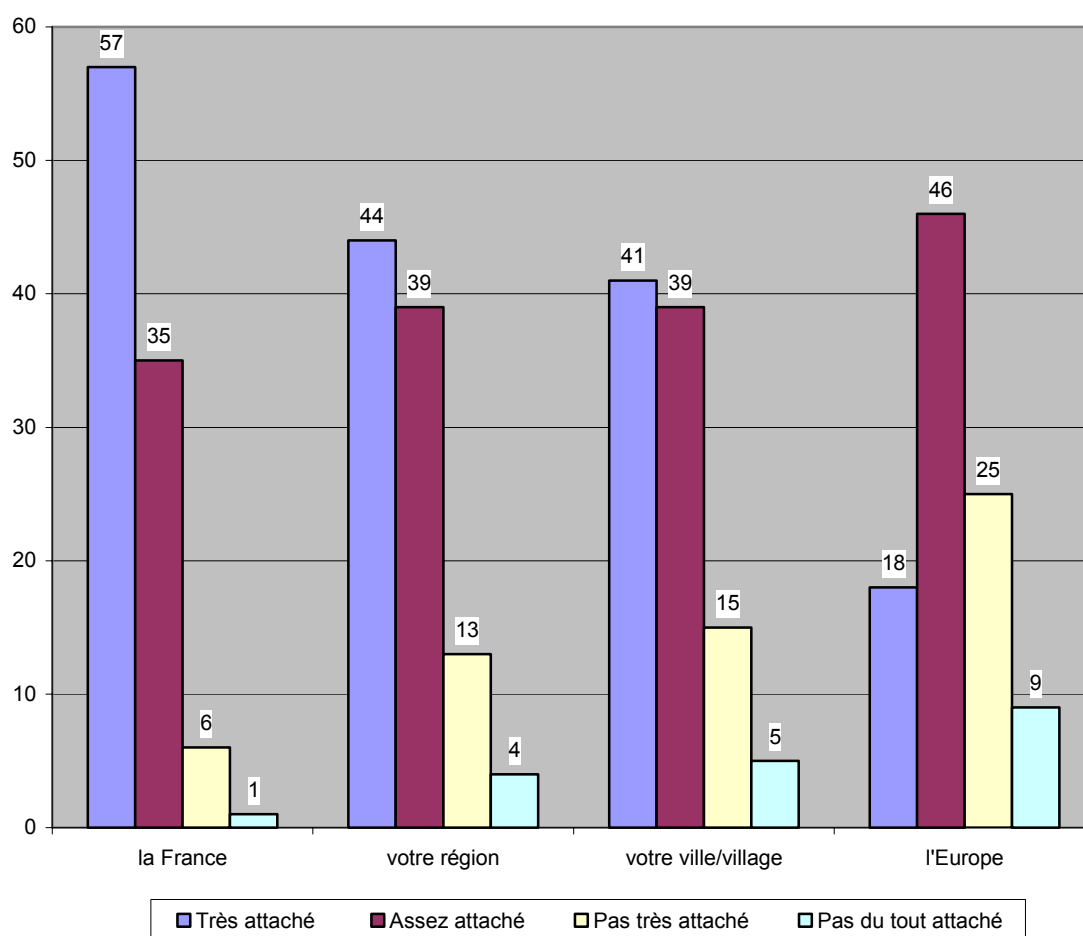
La confiance dont jouissent le Parlement (50%), la Commission européenne (45%), la Cour de Justice (44%) connaissent en effet une baisse respective de 9, de 10 et de 12 points. Cette baisse est plus mesurée pour le Conseil des ministres, qui n'obtient cependant que 38% d'opinions favorables (-5%).

Plus en détail, on constate que la confiance dont jouit la Commission - cible principale des adversaires du traité constitutionnel – n'a jamais été aussi faible dans les dernières années.



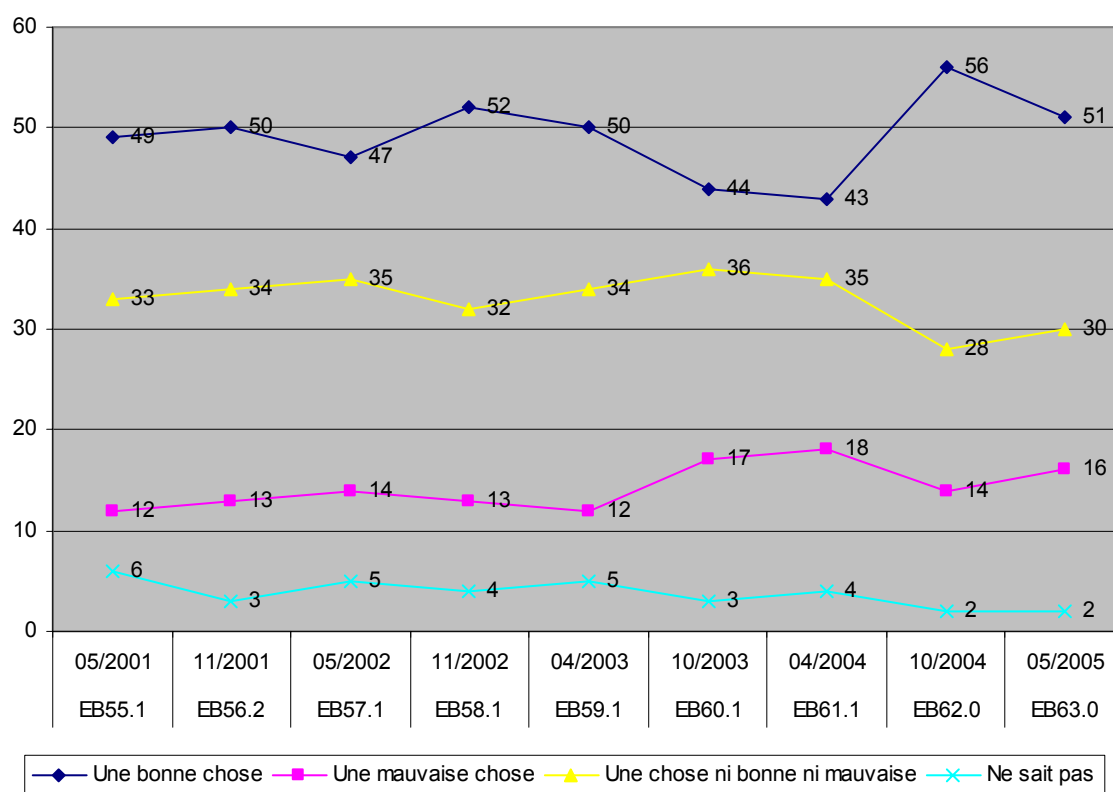
LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

De quelle manière vous sentez-vous attaché à... ?



Les Français sont attachés avant tout à leur pays, puis leur région et à leur ville ou village. Si le sentiment d'appartenance à l'Union européenne demeure moins fort en comparaison aux autres entités géographiques, le pourcentage de ceux qui lui sont « très attachés » (18%, +3%) ou « assez attachés » (46%, -5%) est légèrement inférieur par rapport à la moyenne UE-25 (22% très attachés, 44% assez attachés à l'Union européenne).

D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise (trend) ?

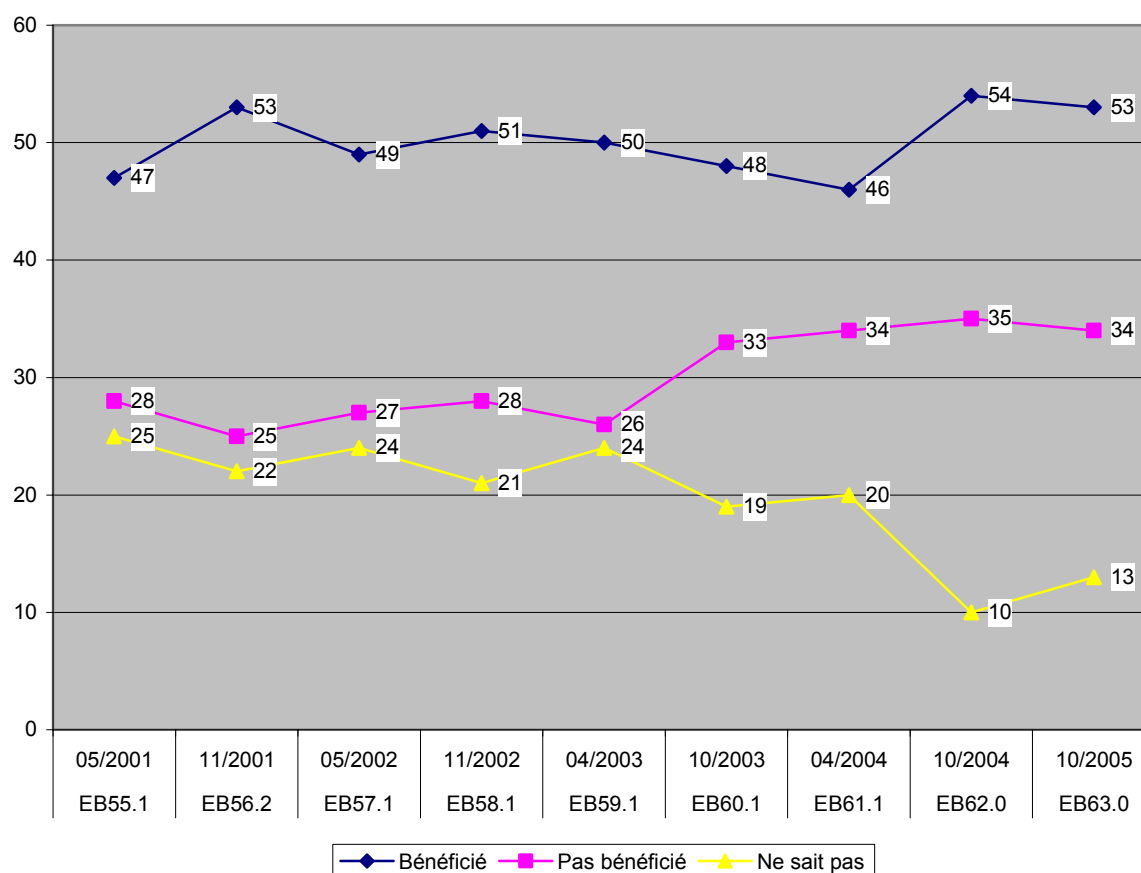


51% (-5%) des personnes interrogées expriment des opinions favorables à l'appartenance de la France à l'Union européenne ; 16% (+2%) estiment qu'il s'agit d'une chose mauvaise ; pour 30% (+2%), c'est une chose ni bonne ni mauvaise. En dépit de la baisse des jugements favorables, l'écart avec les avis négatifs demeure très important (35 points).

Comment expliquer cette baisse des avis positifs ? Le ton passionnel de la campagne référendaire y est sans doute pour quelque chose. Veillons pourtant à ne pas surestimer ce phénomène : la baisse observée lors de cette enquête ne fait en effet que compenser la hausse spectaculaire (+13%) de l'EB 62. En d'autres termes, on retrouve les niveaux qui avaient été atteints entre 2001 et 2003 : environ un Français sur deux juge d'une manière favorable l'appartenance de la France à l'Union européenne.

A cet égard, l'opinion française apparaît légèrement plus « eurosceptique » par rapport à la moyenne UE-25, où l'on trouve 55% d'avis favorables, 12% d'avis défavorables et 33% d'avis neutres. Les populations les plus favorables à l'appartenance de leur pays à l'UE sont les Luxembourgeois (80%), les Hollandais (77%) et les Irlandais (75%). A l'inverse, les plus sceptiques sont les Britanniques (36%), les Autrichiens (37%) et les Maltais (40%).

D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (trend) ?



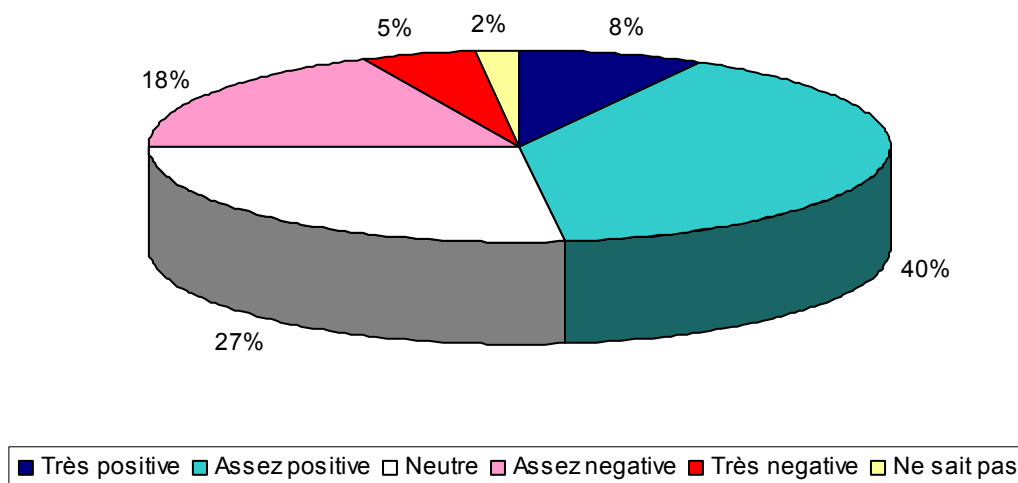
Par rapport à l'EB 62, on constate une relative stabilité des avis positifs et négatifs, qui restent les uns et les autres dans la moyenne haute des quatre dernières années. Pour 53% (-1%) des personnes interrogées, la France a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne ; 34% (-1%) sont d'un avis opposé ; 13% (+3%) ne savent pas.

Une nouvelle fois, l'opinion française se caractérise par un léger scepticisme par rapport à la moyenne de l'UE-25 : selon 55% des Européens, leur pays a bénéficié de leur appartenance à l'Union, tandis que 33% sont d'un avis contraire (12% ne se prononcent pas).

III) L'IMAGE DE L'UNION EUROPEENNE

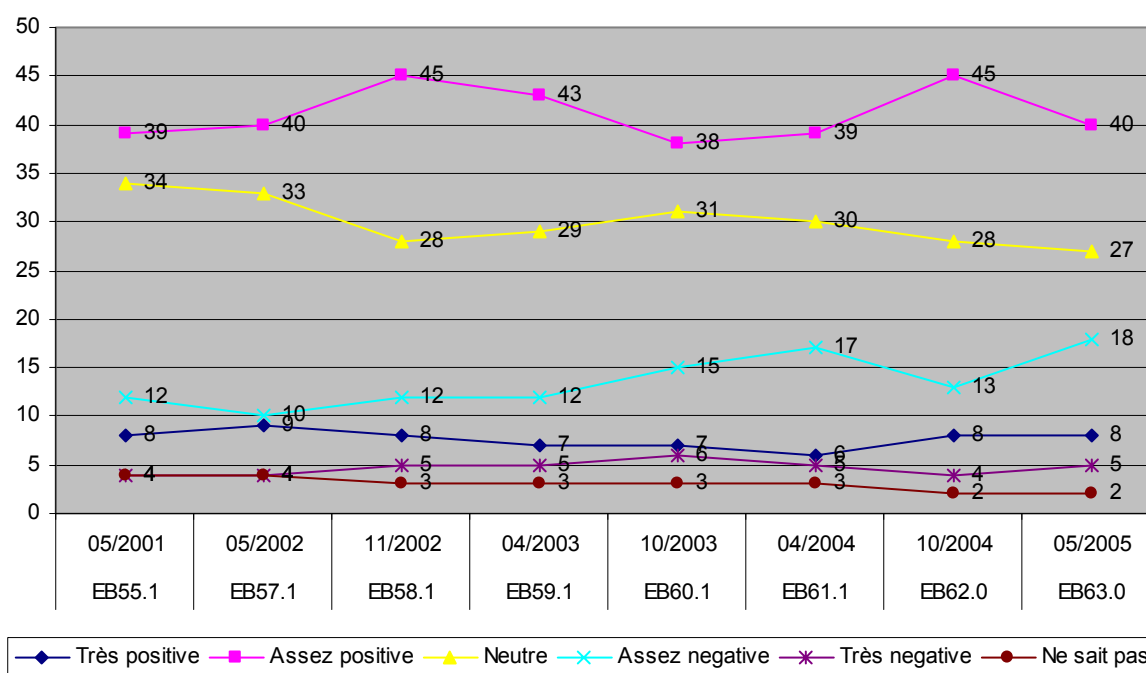
IMAGES ET REPRÉSENTATIONS

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, assez négative ou très négative ?



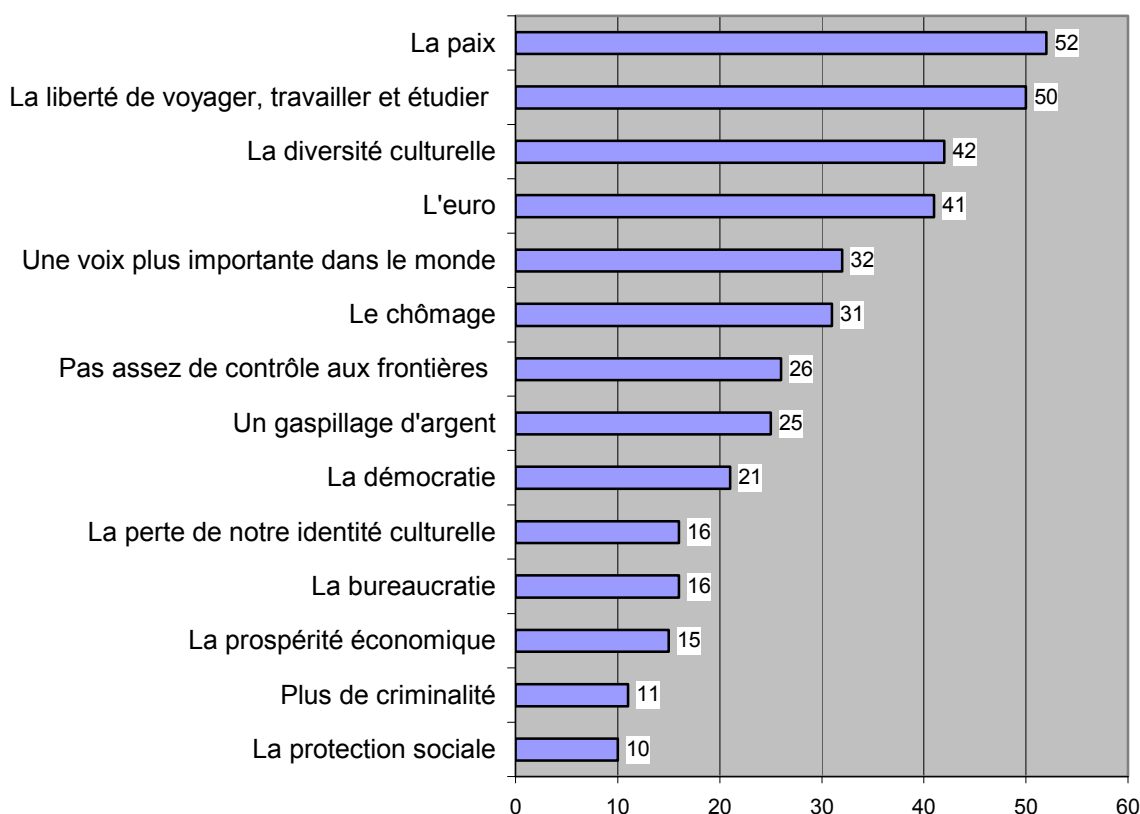
48% des Français ont une image « très positive » (8%) ou « assez positive » (40%) de l'Union européenne ; 23% une image « assez négative » (18%) ou « très négative » (5%) ; 27% en ont une opinion neutre. Le schéma ci-dessous résume les résultats des huit derniers sondages.

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, assez négative ou très négative (trend) ?



On constate une baisse significative de ceux qui ont une image « assez positive » (40%, -5%) de l'Union, qui va logiquement de pair avec une hausse des images « assez négatives » (18%, +5%). Ce mouvement de bascule d'une partie des Français vers des positions moins favorables est sans doute l'une des explications qui permet d'expliquer les résultats du référendum du 29 mai.

Que représente l'Europe pour vous personnellement (trois réponses maximum) ?

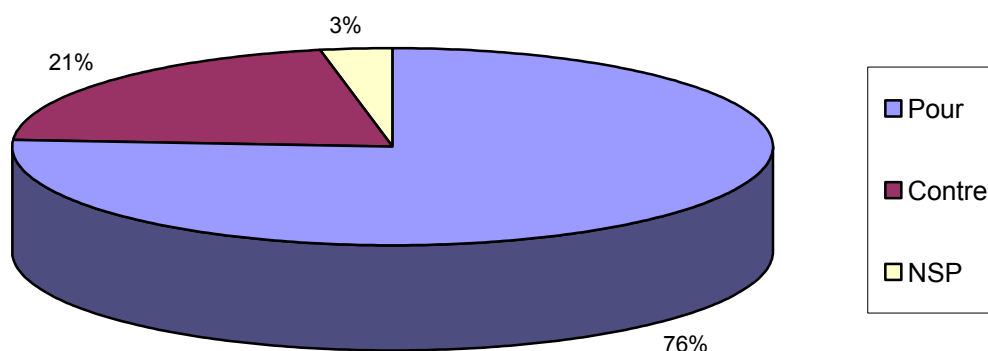


Aux yeux des Français, l'Union européenne est associée avant tout à des concepts positifs : la paix (52%, +7%), la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (50%, -6%), la diversité culturelle (42%, -6%), la monnaie unique (41%, -8%) et le rôle diplomatique sur la scène internationale (32%, -8%).

Parmi les éléments de perception négative, le chômage est forte progression (31%, +8%). Viennent ensuite une insuffisance de contrôle aux frontières (26%, =) un gaspillage d'argent (25%, =), la perte de l'identité culturelle (16%, -2%) et la bureaucratie (16%, -1%).

En comparaison des opinions publiques européennes, l'opinion française est particulièrement sensible aux thèmes de la paix (avec un écart positif de 15 points par rapport à la moyenne UE-25) et de la diversité culturelle (+13%). Les Français sont en revanche beaucoup plus critiques sur le rôle de l'Union européenne en ce qui concerne le chômage (écart négatif de 12 points) et la prospérité économique (-6% par rapport à la moyenne UE-25).

Etes-vous favorable à l'euro ?



En dépit d'une légère baisse, le soutien à la monnaie unique demeure largement majoritaire : 76% d'avis favorables (-2%) contre 21% d'avis défavorables (+2%).

Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

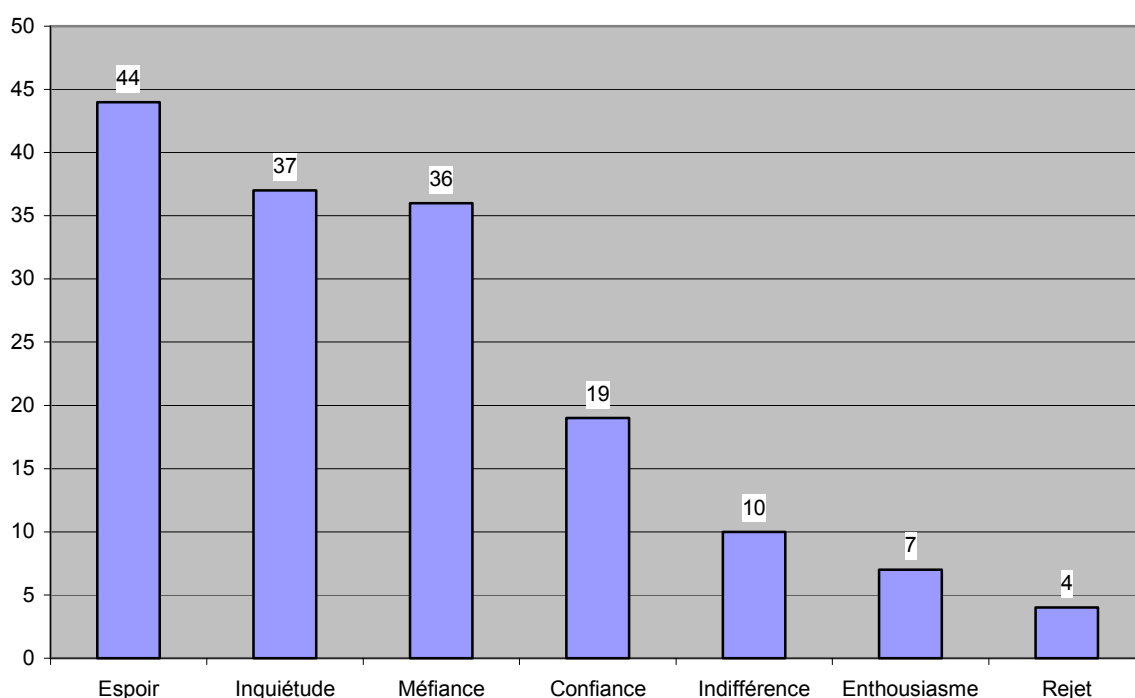
	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
Ce sont les plus grands pays qui ont le plus de pouvoir dans l'Union européenne	62%	28%	10%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	40%	46%	14%
J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	36%	58%	6%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	35%	56%	9%
La France va avoir plus d'influence dans l'Union européenne	34%	52%	14%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables politiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	24%	66%	9%

Si une large majorité de Français (62%) considère que les plus grands pays ont le plus de pouvoir, une majorité d'entre eux (46%) estime toutefois que les intérêts de la France ne sont pas bien pris en compte dans l'Union européen. Il reste toutefois que les Français (40%) sont plus nombreux que la plupart des Européens (UE-25 : 37%) à avoir le sentiment que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte, tout en craignant une perte d'importance de leur pays (34%), ce qui représente un écart de 9 points par rapport à la moyenne UE-25 (43%).

Les Français sont nettement moins sensibles que les autres Européens au rôle protecteur de l'Union européenne, que ce soit du point de vue de la défense (36% contre une moyenne UE-25 de 51%), de l'économie (35% contre 44%) ou du système politique (24% contre 42%) : dans ces trois domaines, la moyenne UE-25 s'élève en effet à 51%, 44% et 42%. D'une manière assez compréhensible, ce sont surtout les petits pays et les nouveaux Etats membres qui mettent en évidence l'importance de l'Europe pour leur stabilité internationale, économique et politique.

LES CRAINTES DE LA POPULATION

L'Union européenne vous donne-t-elle un sentiment d'enthousiasme, d'espoir, de confiance, d'inquiétude, de méfiance, de rejet ou d'indifférence ?



NB : Plusieurs réponses possibles.

Interrogés sur le sentiment que leur inspire l'Union européenne, les Français placent toujours en tête l'espoir (44%, -3%) ; mais l'Union inspire la confiance pour seulement 19% (-5%). Les sentiments de méfiance (37%) et d'inquiétude (36%) connaissent en six mois une hausse considérable de 9 et 8 points ; seuls 7% et 4% (=) manifestent des sentiments d'enthousiasme et de rejet. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des principales craintes des Français.

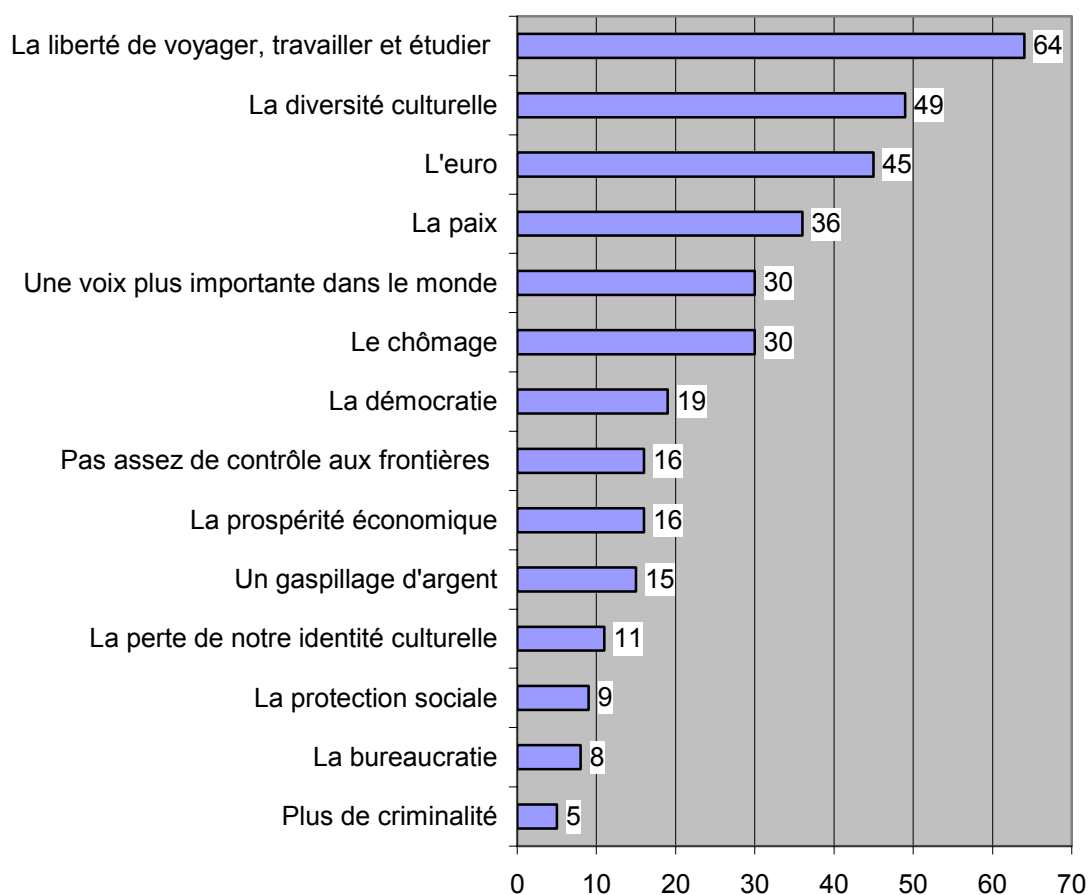
Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous dire si, personnellement, vous la craignez ou pas ?

	OUI	NON	NSP
Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	87%	10%	3%
Plus de difficultés pour les agriculteurs français	74%	19%	7%
Que notre pays paie de plus en plus à l'UE	66%	27%	7%
La perte des avantages sociaux	66%	29%	5%
Une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	57%	39%	4%
Une crise économique	59%	34%	6%
Une perte de pouvoir pour les petits Etats membres	44%	49%	7%
Que notre langue soit de moins en moins utilisée	40%	57%	3%
La perte de notre identité et culture nationale	38%	58%	3%

LES JEUNES ET L'UNION EUROPÉENNE

L'analyse des résultats du référendum du 29 mai a fait apparaître que la majorité des 18-30 ans ont voté contre le traité constitutionnel. Jusque-là, cette catégorie d'âge s'était toujours caractérisée par une adhésion plus forte aux différentes étapes de la construction européenne (mise en place de l'euro, élargissement de 2004). Il est ainsi intéressant d'examiner en détail l'image et les représentations que les jeunes se font aujourd'hui de l'Union européenne.

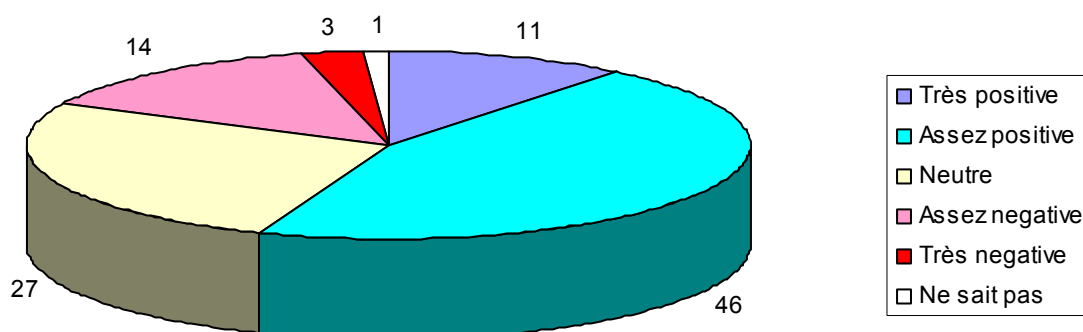
Que représente l'Europe pour vous personnellement (trois réponses maximum) ?



Par rapport à leurs aînés, les 15-24 ans sont davantage sensibles à la liberté de voyager (écart positif de 16 points), à la diversité culturelle (+7%) et à la monnaie unique (+4%).

En revanche, seuls 36% des jeunes associent la construction européenne au thème de la paix, ce qui représente un écart négatif de 16% par rapport à l'ensemble de la population. Ils sont aussi moins sensibles aux thèmes du gaspillage d'argent (écart négatif de 10 points), de la bureaucratie (-8 %), de la criminalité (-6%) et de la perte d'identité culturelle (-5 %).

En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, assez négative ou très négative ?



L'image qu'évoque l'Union européenne auprès des 15-24 ans est plus positive que dans l'ensemble de la population : 11% des jeunes en ont une image très positive et 46% assez positive, tandis que les avis négatifs cumulés ne dépassent pas les 17%.

57% des 15-24 ans se disent favorables à UNE constitution européenne (34% contre). En revanche, seuls 46% ont été favorables au texte soumis à référendum. Sur cette question, il est intéressant de constater que le nombre des « plutôt opposés » et des « tout à fait opposés » est sensiblement plus élevé que celui des Européens du même âge (cf. tableau ci-dessous) :

Diriez-vous que vous êtes favorable ou opposé à la Constitution européenne ?

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	NSP
15-24 ans France	6%	40%	26%	18%	9%
15-24 ans UE-25	8%	42%	16%	8%	26%

En ce qui concerne les élargissements futurs de l'Union européenne, les jeunes Français reproduisent les tendances déjà observées chez leurs aînés : 35% y sont favorables, 57% hostiles et 9% ne se prononcent pas. Dans ce domaine aussi, ils sont beaucoup plus nombreux à y être défavorables par rapport aux Européens de leur âge (cf. tableau):

Etes-vous pour ou contre l'élargissement de l'UE dans les années à venir ?

	Pour	Contre	NSP
15-24 ans France	35%	57%	8%
15-24 ans UE-25	61%	29%	11%

A la lecture de ces résultats, il apparaît que les jeunes Français se distinguent à plusieurs égards des jeunes Européens. D'une manière générale, ils ont un avis beaucoup plus tranché sur les questions à l'ordre du jour - la constitution et l'élargissement - comme l'atteste le pourcentage relativement faible des « sans avis ». Ils se distinguent également par une opposition très marquée aux élargissements futurs de l'Union, ce qui se traduit par un différentiel de 28 points par rapport aux opinions des 15-24 ans des autres pays européens.

L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPEENNE

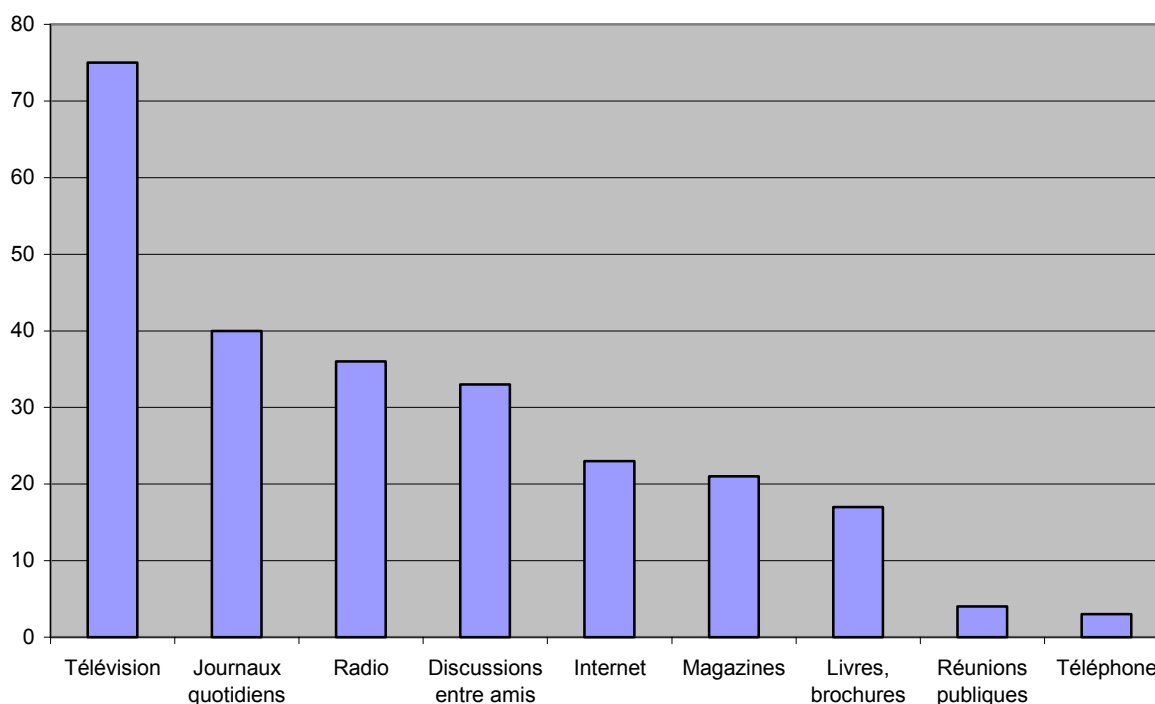
LES SOURCES D'INFORMATION

Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
9%	9%	16%	19%	25%	11%	6%	3%	1%	1%
+ 3%	-2%	-4%	-1%	+1%	+2%	+1%	-	-	+1%
SOMME 1-5					SOMME 6-10				
78%					22%				

Invités à mesurer leur connaissance de l'Union européenne sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), 78% des Français se situent entre les niveaux 1 et 5 et 22% entre les niveaux 6-10. Ce défaut d'information se traduit aussi par le fait que seules 39% des personnes interrogées (contre 59%) affirment comprendre le système institutionnel européen. Ainsi, 88% des Français souhaiteraient que le fonctionnement des institutions soit enseigné aux enfants à l'école.

Quand vous souhaitez obtenir des informations sur l'Union européenne, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ?

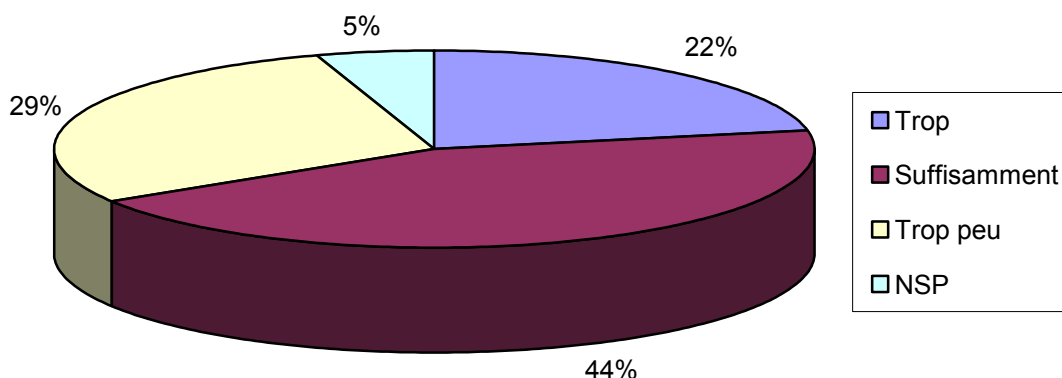


La télévision (75%), les journaux quotidiens (40%) et la radio (36%) demeurent les sources d'information privilégiées par les Français. Suivent les discussions avec des proches (33%), les magazines et autres journaux et Internet (23%), les brochures et autres prospectus (17%), réunions publiques (4%) et téléphone (3%).

LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION EUROPÉENNE

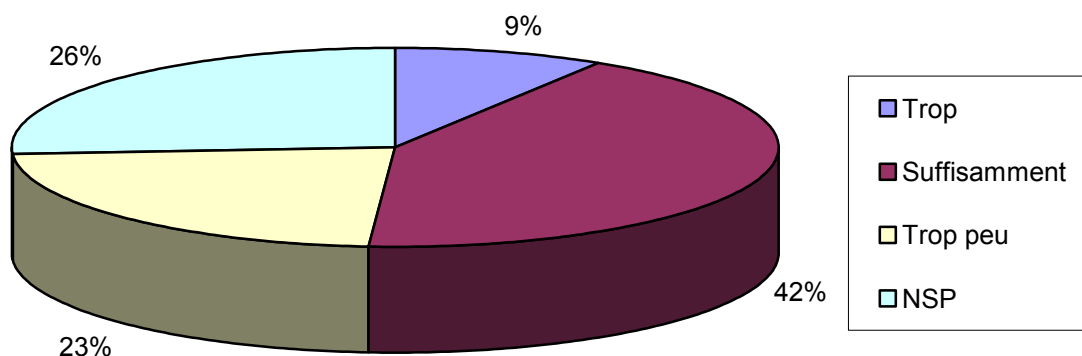
Les sondeurs se sont ensuite penchés sur la manière dont les Français perçoivent l'information européenne, en distinguant pour la première fois les différents médias.

En général, pensez-vous que la télévision française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?



Le pourcentage de ceux qui pensent que la télévision parle trop peu (29%) de l'Union européenne est quelque peu supérieur à ceux qui sont d'un avis contraire (22%). La plupart des personnes interrogées (44%) estiment toutefois que la télévision en parle suffisamment.

En général, pensez-vous que la radio française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?

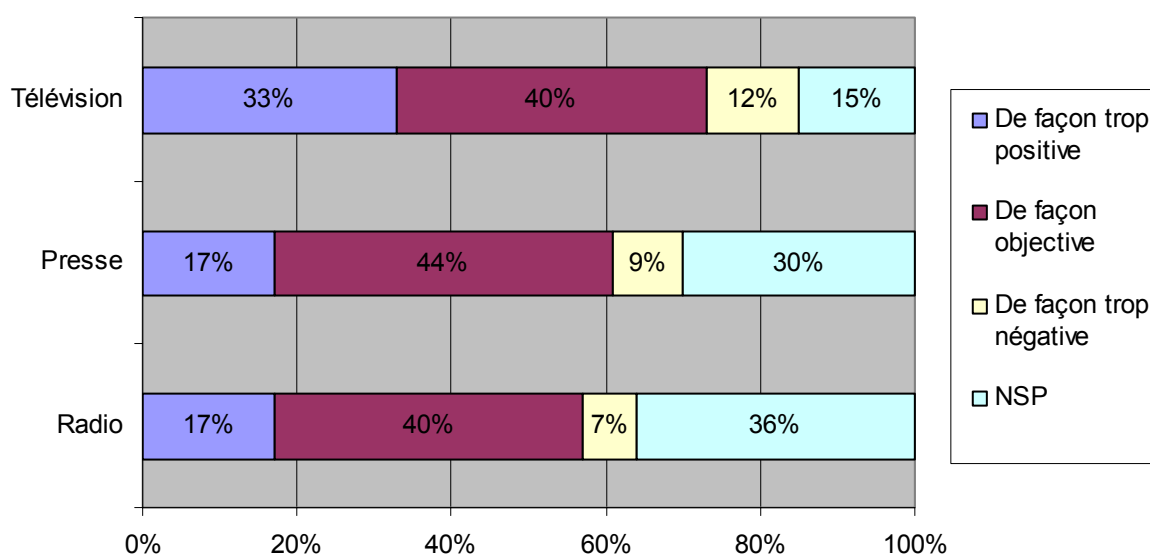


9% des personnes estiment que la radio parle trop, 42% qu'elle parle suffisamment et 23% qu'elle parle trop peu de l'Union européenne (26% ne se prononcent pas).

En général, pensez-vous que la presse française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ?

Error! Objects cannot be created from editing field codes.Le jugement que les Français portent sur le traitement de l'information européenne dans la presse de leur pays est comparable à celui que l'on observe pour la radio : 51% des Français estiment que la presse parle suffisamment des questions européennes, 16% qu'elle parle trop peu et 13% qu'elle en parle trop.

Pensez-vous que la télévision, la presse et la radio française parlent de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ?



Aux yeux des Français, c'est la presse qui donne l'information la plus objective en matière européenne. La télévision fait l'objet d'un jugement ambivalent : 33% des personnes estiment qu'elle présente une information trop positive sur les questions européennes ; 12% que l'information est présentée d'une manière trop négative ; 15% ne se prononcent pas.

LA CONNAISSANCE RÉELLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Depuis deux ans, les sondeurs proposent une série de tests pour vérifier non seulement le sentiment d'information, mais aussi les connaissances réelles des Français sur l'Union européenne. Le premier test porte sur une série de propositions, le deuxième sur l'utilisation du budget communautaire.

Les propositions suivantes sont-elles vraies ou fausses ?

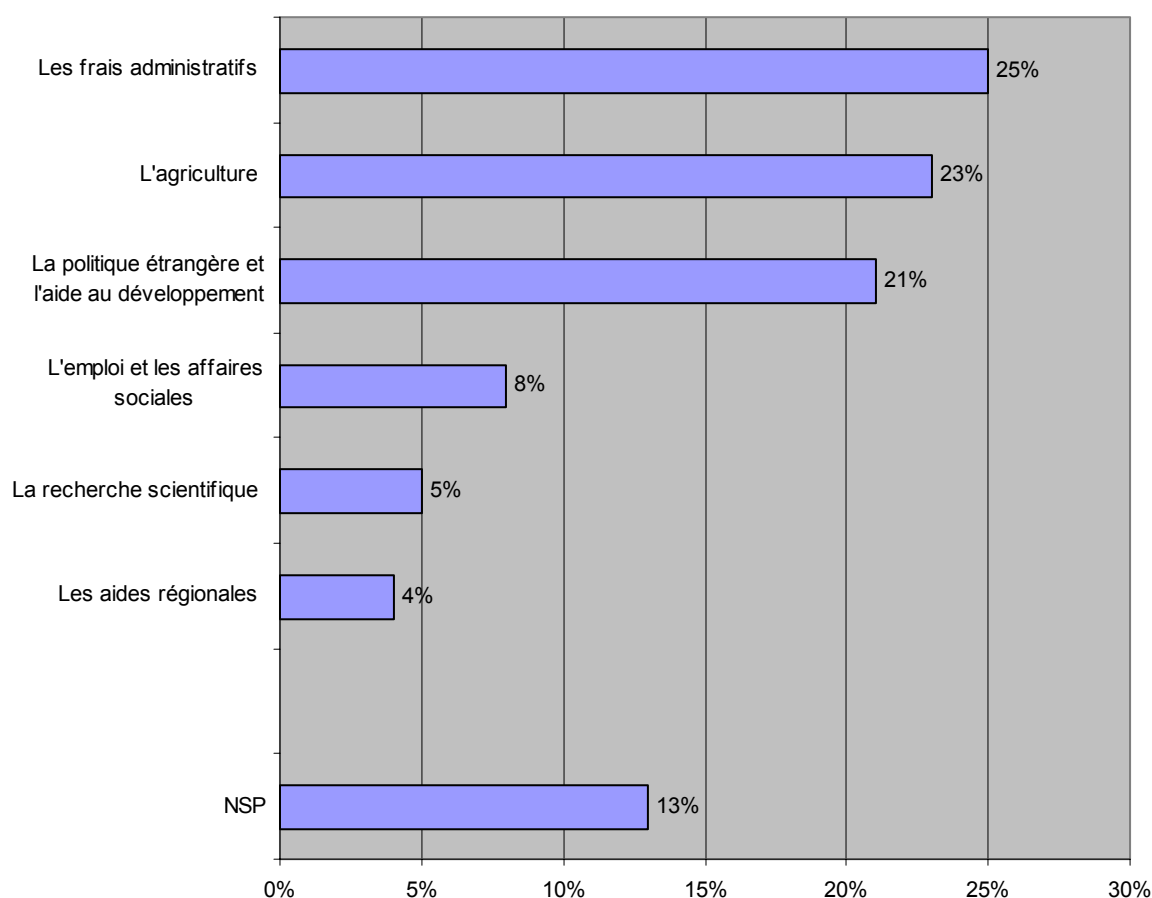
	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	24%	63%	3%
Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	45%	37%	18%
L'Union européenne a son propre hymne	45%	31%	24%
Les dernières élections européennes ont eu lieu en juin 2002	35%	26%	30%

NB : Les réponses correctes sont mises en évidence en gras.

A la lecture de ces résultats, il apparaît que les connaissances des personnes interrogées en France sont généralement meilleures que celles observées dans la plupart des autres pays : la moyenne des bonnes réponses s'élève en effet à 46%, ce qui représente cinq points de plus par rapport à la moyenne UE-25 (41%).

A un an des élections européens (juin 2004), il est toutefois étonnant que seules 26% des personnes interrogées sachent que les élections n'ont pas eu lieu en juin 2002 et qu'il se trouve moins d'une personne sur deux (45%) pour indiquer que les députés européens sont élus au suffrage universel !

A votre avis, dans quel domaine l'UE dépense-t-elle la plus grande partie de son budget ?



Depuis le dernier sondage, on constate une légère amélioration du niveau de connaissance sur l'utilisation du budget communautaire. Si 25% (-2%) des Français croient toujours, à tort, que la plus grande partie du budget communautaire est consacré aux frais administratifs, 23% des personnes interrogées (+5%) indiquent, à juste titre, que les dépenses liées à l'agriculture occupent la première place dans les dépenses de l'Union européenne.

Viennent ensuite la politique étrangère et l'aide humanitaire (21%), l'emploi et les affaires sociales (8%), la recherche scientifique (5%) et les aides régionales (4%).

Rappelons pour mémoire qu'en 2005, 43% du budget de l'Union est consacré à l'agriculture, 36% aux actions structurelles (y compris la politique régionale) et seulement 5% aux dépenses administratives...

LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE MONDE

LA POLITIQUE EXTERIEURE

Quel est le jugement porté sur le rôle de l'Union européenne dans le monde ? Au vu des derniers sondages, 58% des personnes interrogées pensent que le rôle international de l'UE est devenu plus important par rapport à il y a cinq ans, 32% qu'il n'a pas changé et 3% qu'il est moins important (6% ne se prononcent pas).

L'opinion publique française continue d'être massivement favorable aux progrès de l'action européenne en matière de défense et de diplomatie :

- 81% des personnes interrogées sont pour et 12% contre une politique extérieure de sécurité et de défense commune, valeurs identiques à celles du dernier sondage.
- Par rapport à l'EB 62, on constate en revanche une légère baisse des avis favorables à une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne : 65% des Français y sont favorables (-4%) et 26% contraires (+5%).

Le tableau ci-dessous illustre toutefois le fait que les Français sont très majoritairement favorables (de 71% à 88%) à une action de l'UE sur la scène internationale :

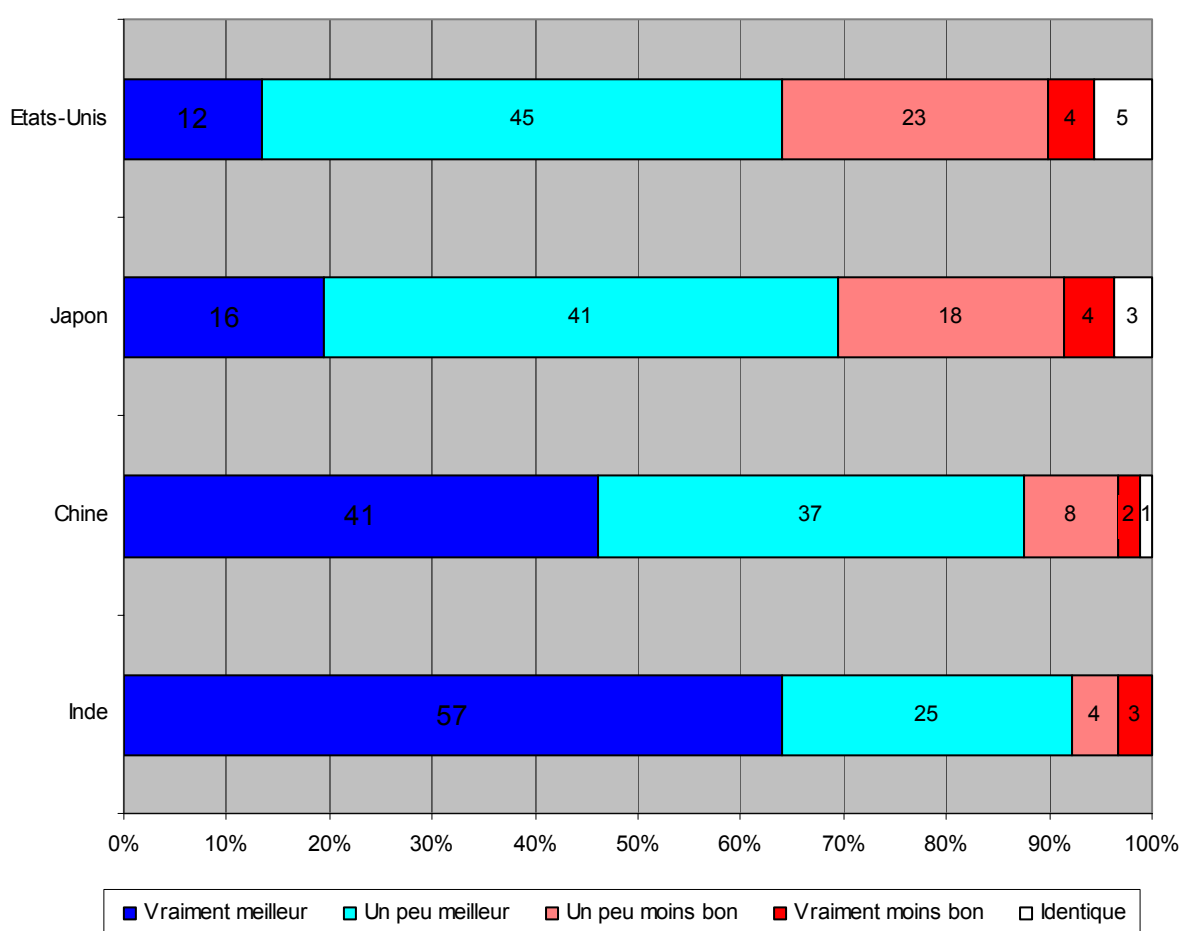
Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ?

	OUI	NON	NSP
Quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'UE devraient s'entendre sur une position commune	88%	8%	4%
L'UE devrait travailler à garantir les droits de l'homme dans le monde même si c'est contraire à la volonté de certains pays	88%	8%	4%
La politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine	84%	10%	6%
L'UE devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement dans les zones de conflit lorsqu'une crise internationale éclate	79%	15%	6%
Les Etats membres de l'UE devraient avoir une politique de l'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'UE	76%	15%	9%
Les Etats membres de l'UE devraient avoir une politique commune à l'égard des demandeurs d'asile.	75%	17%	8%
L'UE devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'UE	75%	19%	6%
L'UE devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité de l'ONU	71%	19%	10%

L'EUROPE ET LE RESTE DU MONDE

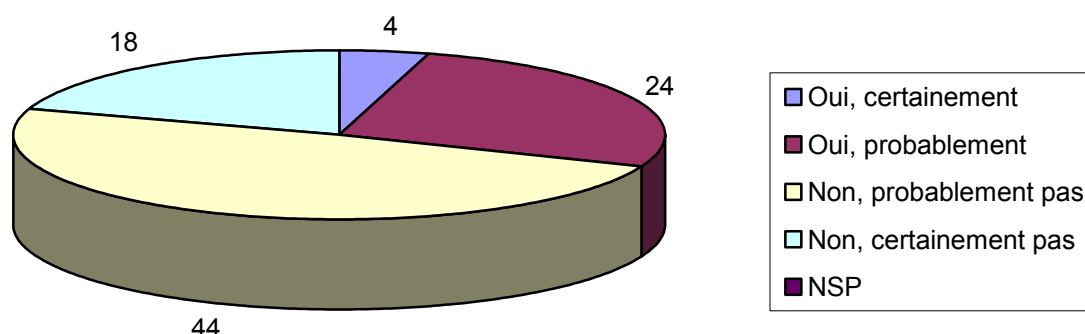
L'Eurobaromètre a introduit une série de questions pour voir comment les Européens jugent l'Union européenne par rapport aux grands pays du monde. Les résultats du sondage mettent en évidence un fort attachement pour le modèle européen, qui s'accompagne cependant d'une prise de conscience du retard européen en matière économique et technologique.

D'une manière générale, le niveau de la qualité de vie en Europe en ce moment est meilleur ou moins bon que celui des Etats-Unis, du Japon, de l'Inde et de la Chine ?



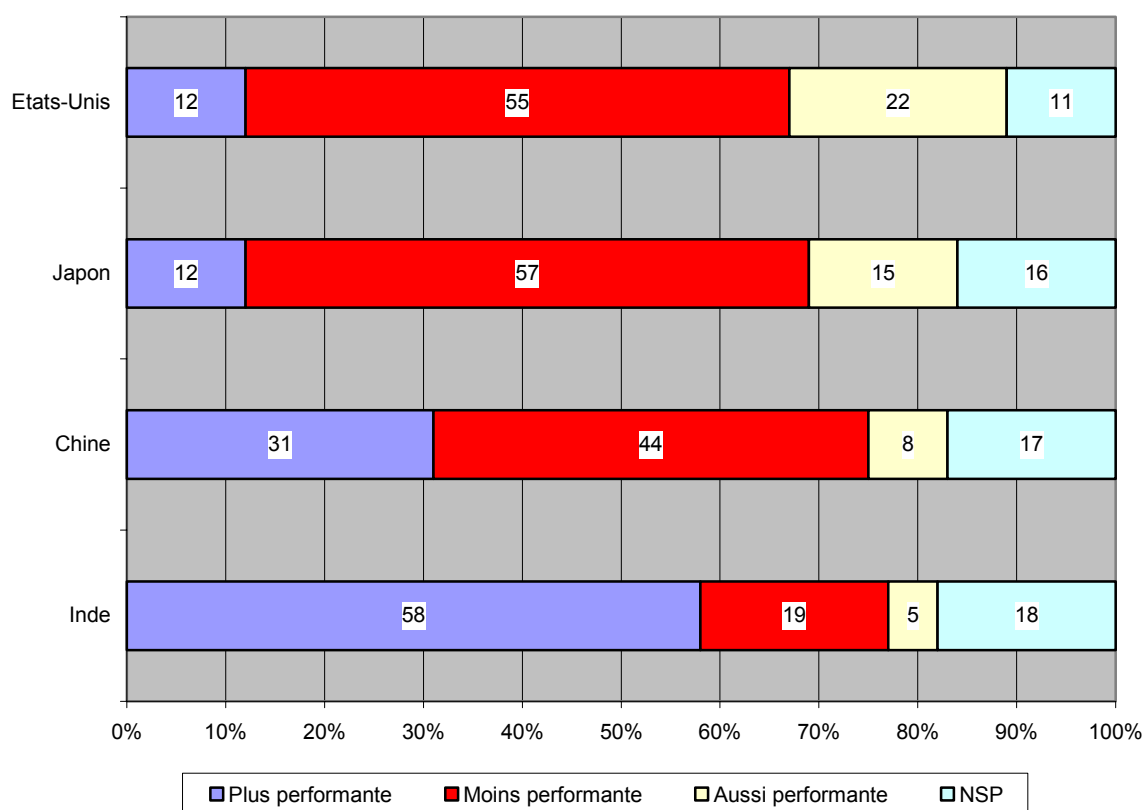
Si l'on additionne les deux premières variables (« vraiment meilleur », « un peu meilleur »), il apparaît qu'une majorité de Français estime que la qualité de vie est meilleure en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon (57%), qu'en Chine (78%) et qu'en Inde (83%).

A votre avis, d'ici cinq ans, l'Union européenne peut-elle devenir la première puissance économique au monde ?



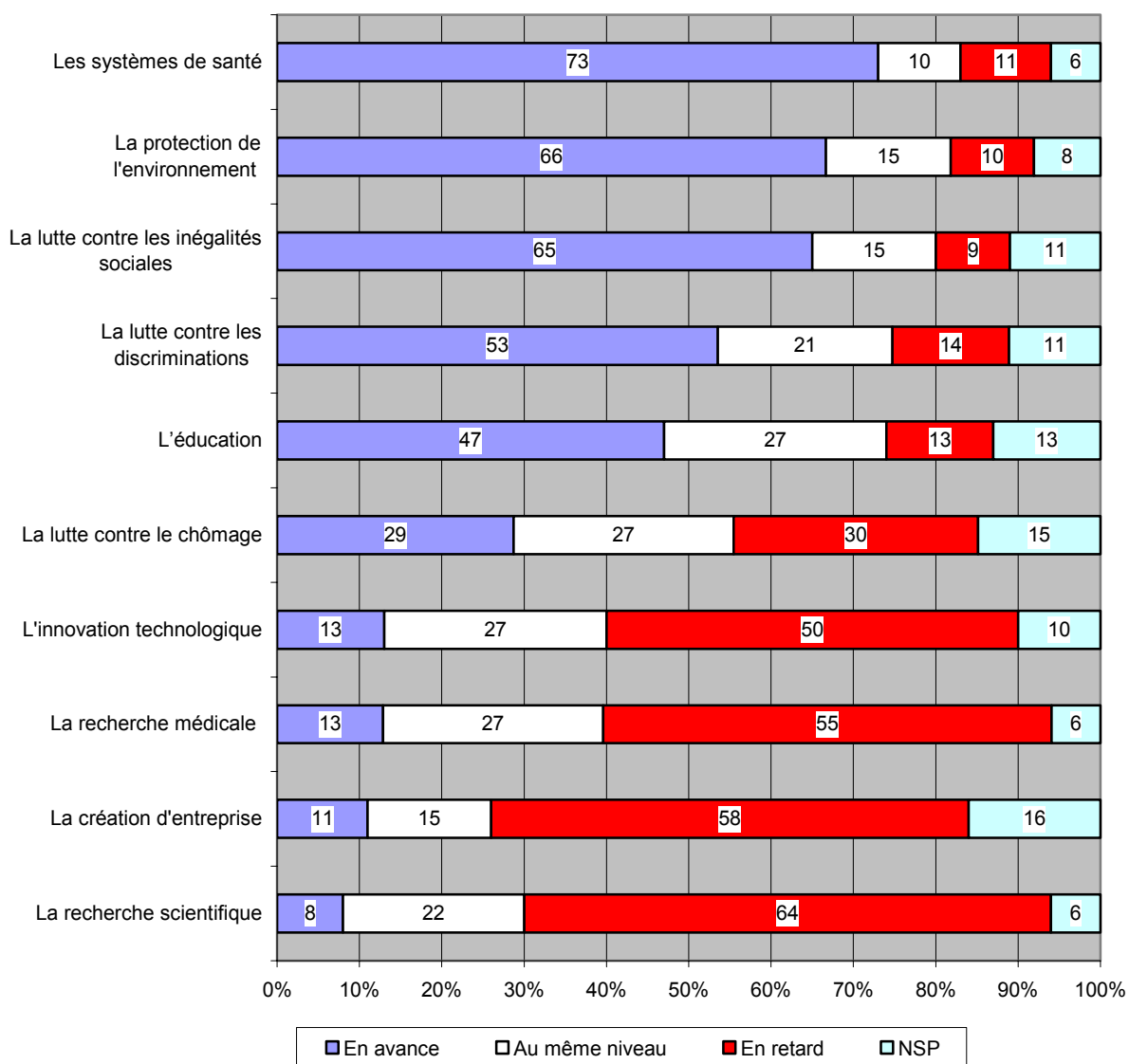
S'ils privilégient la qualité de vie à l'« Européenne », les Français sont en revanche plus réservés sur la possibilité que l'UE devienne, à échéance de cinq ans, la première puissance économique mondiale : 44% pensent que cela ne se produira probablement pas et 18% en sont fermement convaincus. On trouve des résultats analogues dans le tableau suivant :

Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie ... ?



Les sondeurs ont ensuite posé une série de questions pour examiner comment sont perçues les différences entre les modèles socio-économiques de l'Europe et des Etats-Unis.

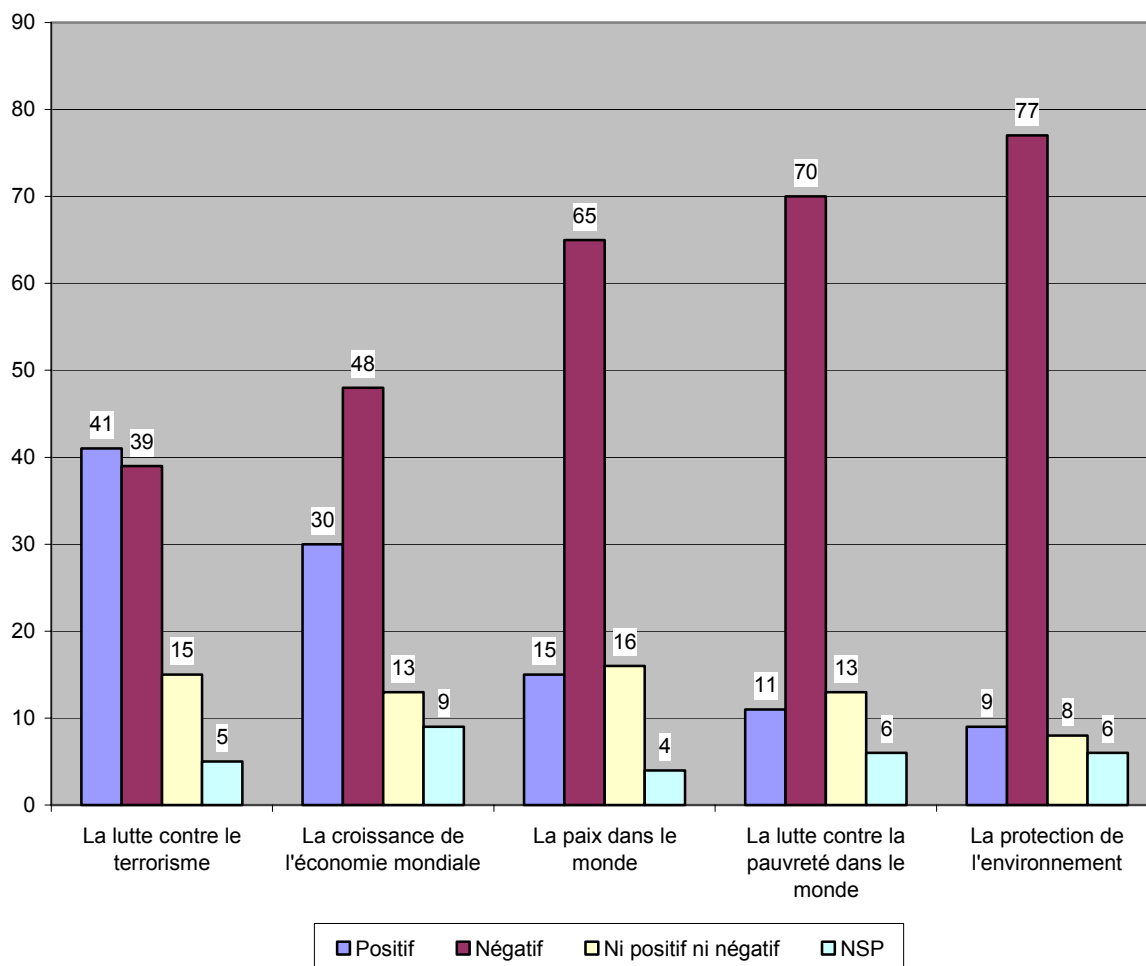
Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.



Les résultats confirment les sentiments complexes d'attraction et de répulsion que les Français ont à l'égard du modèle américain. Ils en admirent avant tout le dynamisme de la recherche scientifique, technologique et médicale et de l'activité économique. En revanche, ils estiment que les Européens ont une longueur d'avance dans les domaines de la santé, de la protection de l'environnement, de la lutte contre les inégalités sociales et les discriminations et de l'éducation.

Ces différences se retrouvent également au niveau politique, quand les Français sont invités à juger l'action des Etats-Unis sur la scène internationale :

Pensez-vous que les Etats-Unis jouent un rôle positif, négatif ou ni l'un de l'autre en ce qui concerne... ?

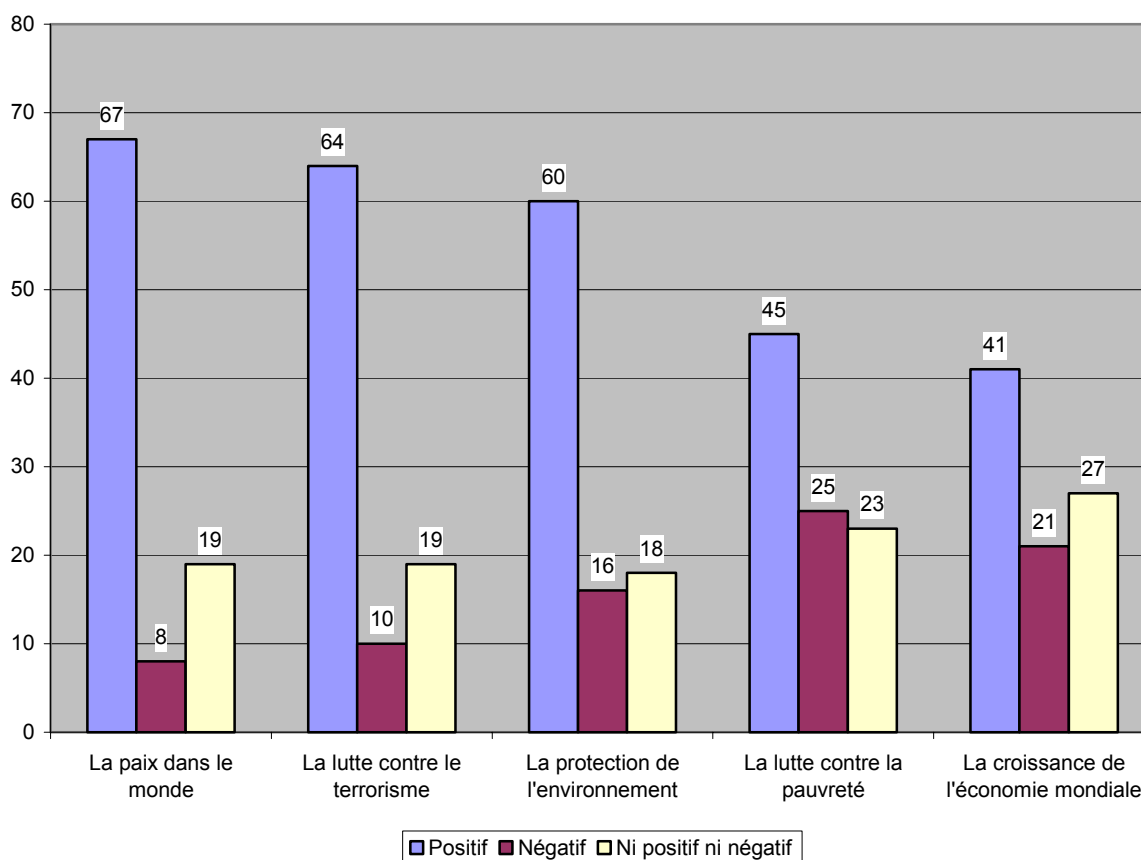


La politique de l'administration Bush continue d'être perçue d'une manière négative par l'opinion publique française, avec toutefois quelques changements par rapport au dernier sondage. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, les avis positifs (41%) dépassent pour la première fois les avis négatifs (39%).

L'action américaine est au contraire jugée d'un œil très défavorable dans les domaines de la croissance mondiale (48% d'opinions défavorables), de la paix dans le monde (65%), de la lutte contre la pauvreté (70%) ou de la protection de l'environnement (77%).

En comparant ces données à l'échelle européenne, on constate que les réserves de l'opinion française ne sont pas un phénomène isolé. Considérons, par exemple, la manière dont est jugé le rôle des Etats-Unis pour la paix dans le monde. Les réticences de l'opinion française (à peine 15% d'opinions positives) n'ont rien d'exceptionnel : seuls 6% des Grecs et des Chypriotes, 12% des Espagnols ou 13% des Finlandais approuvent l'action américaine dans ce domaine. Remarquons aussi les disparités entre les pays candidats : l'opinion roumaine voit cette action d'un œil beaucoup plus favorable (56%) que les opinions bulgare (24%), croate et turque (14%).

Pensez-vous que l'Union européenne joue un rôle positif, négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne... ?



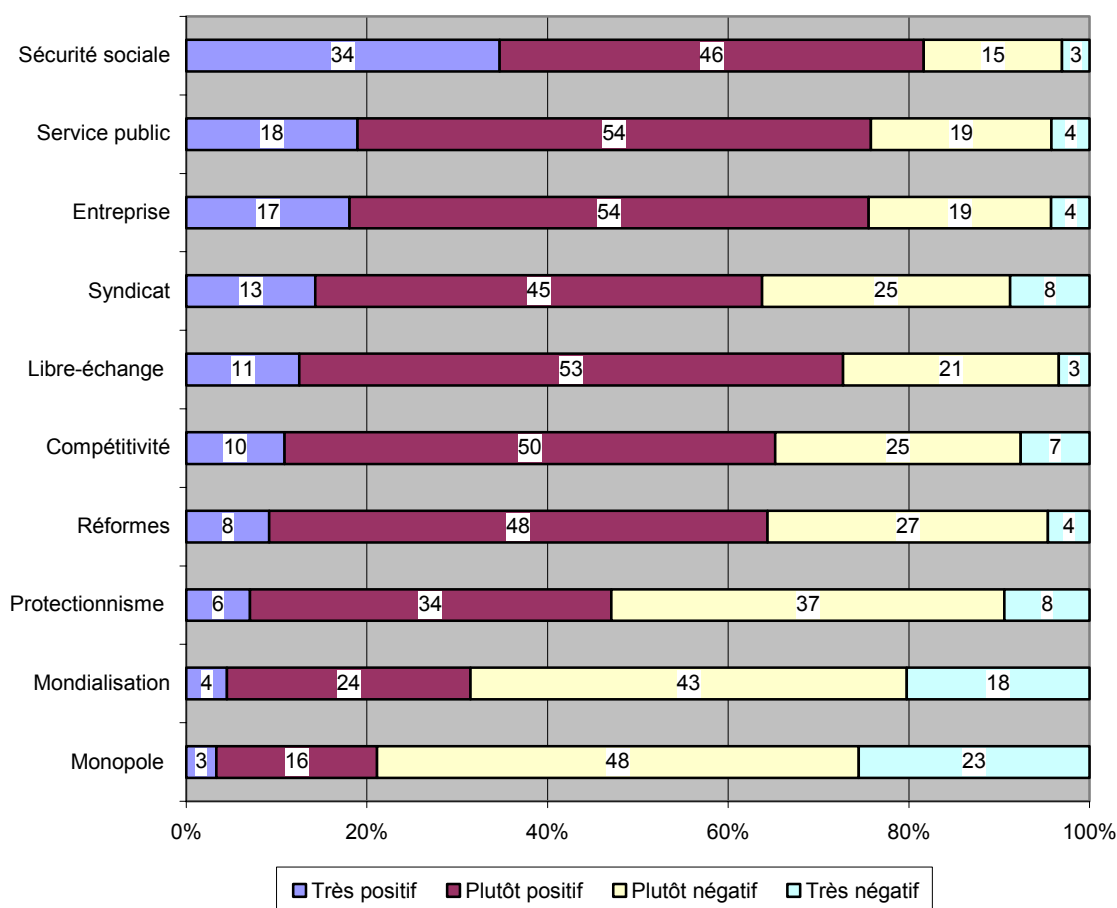
Comme lors des derniers Eurobaromètres, une majorité de Français estime que l'Union européenne joue un rôle positif en ce qui concerne la paix dans le monde (67% d'avis positifs, -1%), la lutte contre le terrorisme (64%, +1%), la protection de l'environnement (60%, +2%), la lutte contre la pauvreté (45%, +4%) et, dans une moindre mesure, dans la croissance de l'économie mondiale (41%, -3%).

La comparaison des deux derniers tableaux montre que, comme dans les sondages précédents, l'action de l'UE est perçue d'une manière beaucoup plus positive que celle des Etats-Unis. En particulier, l'écart atteint 52 points en ce qui concerne leur rôle respectif dans le maintien de la paix dans le monde. On observe ainsi un phénomène singulier auprès de la population française. L'Union européenne est généralement décriée pour son absence de poids politique sur la scène internationale. En revanche, dès qu'on oppose son action à celle des Etats-Unis, les opinions deviennent largement positives.

LES FRANÇAIS ET LA MONDIALISATION

Le débat qui a eu lieu en France à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel a porté en grande partie sur les thèmes du libéralisme, des délocalisations et des services publics. Au cours du débat, il est apparu clairement que les opinions publiques au sein de l'UE attribuent parfois des sens opposés à ces notions. Cela renvoie à la fois à des différences sémantiques (comme le montre l'acception positive ou négative du mot « libéral » en fonction des pays) et à des modèles hérités de l'histoire (comme dans l'organisation des services publics). Les sondeurs ont donc introduit une nouvelle question afin de mesurer les différentes sensibilités nationales sur les thèmes liés à la mondialisation et à l'Etat providence.

Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif ?

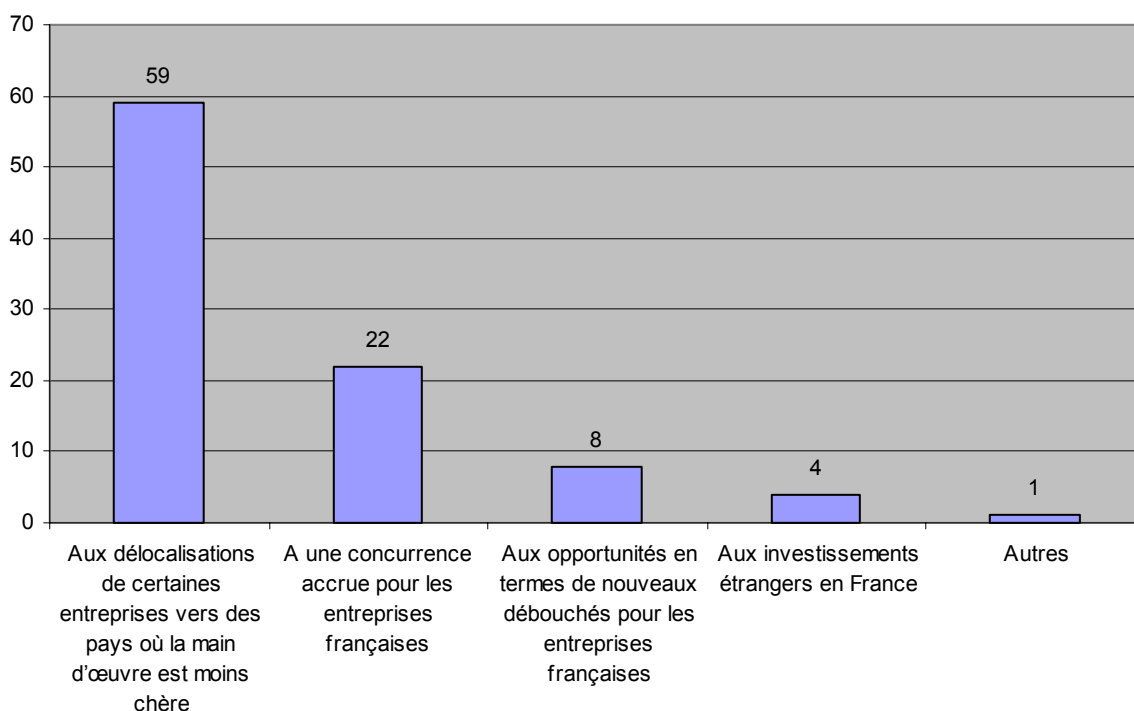


Au regard de la moyenne UE-25, l'opinion française se distingue par deux facteurs :

- Une légère préférence pour le système de protection sociale : les mots sécurité sociale et service public sont jugés d'une manière positive ou très positive par 80% et 72% des Français, contre une moyenne UE-25 de 72% et de 63%.
- Le mot mondialisation évoque une image très négative ou plutôt négative pour 18% et 43% des Français, à comparer à une moyenne européenne de 14% et de 32%.

Il convient d'approfondir les raisons de cette attitude négative à l'égard de la mondialisation, qui semble beaucoup plus prononcée en France que dans les autres pays de l'UE.

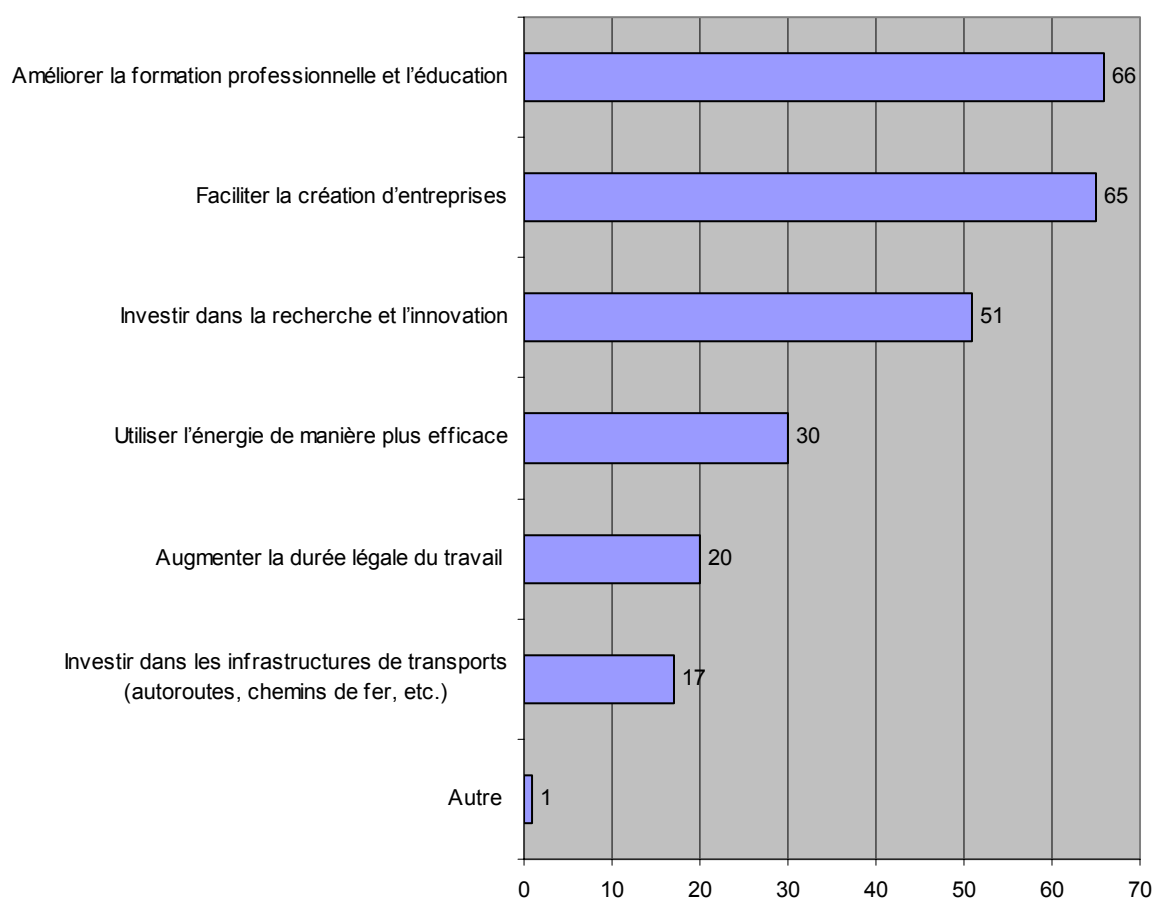
Les conséquences de la mondialisation des échanges sont multiples. Lorsque vous entendez le mot "mondialisation", à quoi pensez-vous avant tout ?



En comparant ces résultats à ceux observés dans les autres pays de l'Union, il en résulte que :

- a) En France comme en Europe, les craintes liées à la mondialisation l'emportent largement sur les avantages.
- b) Cette tendance est cependant fortement dramatisée en France :
 - Les Français sont beaucoup plus sensibles que les autres Européens au thème des délocalisations : pour 59% d'entre eux, celles-ci sont la première conséquence de la mondialisation. Dans ce domaine, la moyenne UE-25 ne s'élève qu'à 38%, ce qui se traduit donc par un écart de 21 points.
 - Les avantages de la mondialisation sont perçus d'une façon bien moindre en France que dans la plupart des pays européens. Ainsi, seules 8% des personnes interrogées dans l'Hexagone pensent que la mondialisation ouvre de nouveaux débouchés pour les entreprises françaises, ce qui représente un écart négatif de 8 points par rapport à la moyenne UE-25 (16%).
 - De même, seuls 4% des Français pensent que la mondialisation peut induire une augmentation des investissements étrangers dans leur pays. Dans ce domaine aussi, il existe un écart de 8 points par rapport à la moyenne UE-25 (12%).

Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne (3 réponses maximum) ?



Interrogés sur les mesures à adopter pour améliorer les performances de l'économie européenne, les Français placent aux premiers rangs l'amélioration de la formation professionnelle (69%) et les aides à la création d'entreprises (65%). Viennent ensuite l'investissement dans la recherche et l'innovation (51%), une meilleure utilisation de l'énergie (30%), l'augmentation de la durée légale du temps de travail (20%) et enfin l'investissement dans les infrastructures de transport (17%).

En comparaison des opinions des autres Etats membres, l'opinion française attache une importance particulière aux aides visant à faciliter la création d'entreprises (écart positif de 19 points par rapport à la moyenne UE-25), à l'augmentation de la durée légale du temps de travail (+10%) et à l'amélioration de la formation professionnelle (+6%).

VI) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

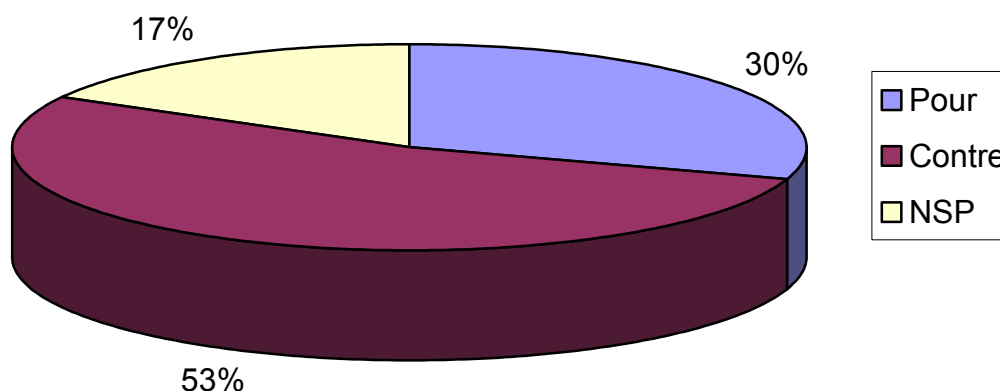
LES ATTENTES DES FRANÇAIS

Comme il a été dit plus haut, le sondage EB a été réalisé dans les semaines qui ont précédé et suivi le référendum sur le traité constitutionnel, période au cours de laquelle les débats sur l'avenir de l'Europe ont pris une place sans commune mesure depuis au moins treize ans.

Le rejet de la constitution a parfois été interprété comme un refus des Français de consentir à une nouvelle étape de la construction européenne. Les données dont nous disposons tendent à nuancer cette interprétation. Une majorité des personnes interrogées (54%, +2%) est toujours favorable à l'évolution vers une union politique européenne, tandis que 38% (+1%) y sont hostiles et que 8% (-3%) ne se prononcent pas sur le sujet.

De même, 41% des Français pensent que l'Union jouera un rôle plus important dans leur vie quotidienne dans les cinq ans à venir, 6% un rôle moins important, 47% le même rôle. Cela est quelque peu en retrait par rapport aux attentes des Français : 53% (+2%) souhaitent en effet que l'Union joue un rôle plus important dans les cinq prochaines années ; 10% (=) souhaitent qu'elle joue un rôle moins important, 30% (-5%) le même rôle².

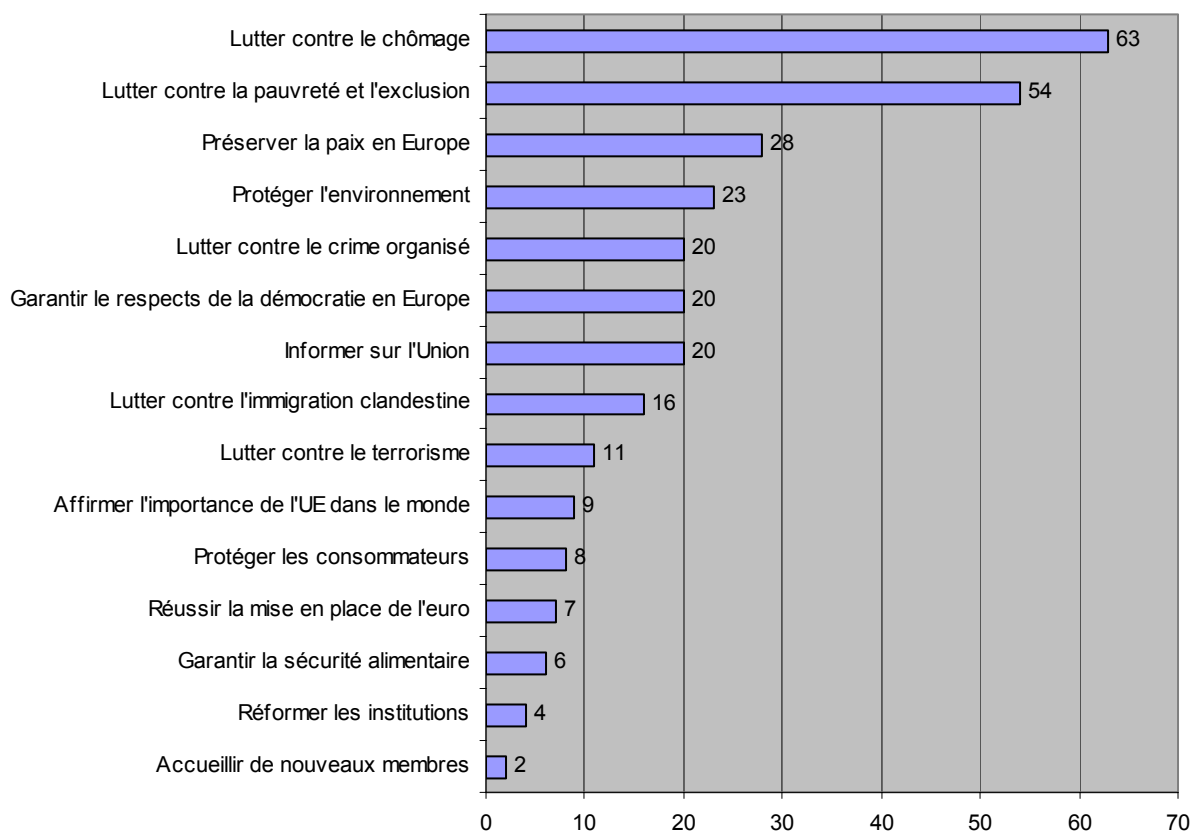
Etes-vous pour ou contre une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays ?



53% (+4%) des Français se prononcent contre le principe d'une avant-garde ; 30% (-5%) y sont favorables ; 17% n'ont pas d'avis (+1%). Une fois de plus, l'opinion française se montre plus réservée que celle de la plupart des autres pays (moyenne UE-25 : 38% pour, 42% contre, 20% ne se prononcent pas).

² Les sans avis n'ont pas été pris en compte.

Parmi les actions suivantes, pourriez-vous me dire quelles devraient être, selon vous, les trois actions que l'UE devrait poursuivre en priorité (trois réponses maximum) ?



Si la hiérarchie des priorités n'a pas changé depuis le dernier sondage, on constate cependant une forte hausse des inquiétudes liées à la situation économique : la lutte contre le chômage (63%, +14%) et contre l'exclusion (54%, +8%) sont ainsi identifiées par les Français comme les deux actions prioritaires auxquelles devrait s'attacher l'Union européenne.

Viennent ensuite le maintien de la paix en Europe (28%, -5%), la protection de l'environnement (23%, -1%), le respect de la démocratie (20%, -2%), l'information des citoyens sur l'UE (20%, +3%) et la lutte contre l'immigration clandestine (16%, +1%). La lutte contre le terrorisme international (11%) connaît quant à elle une chute de dix points³.

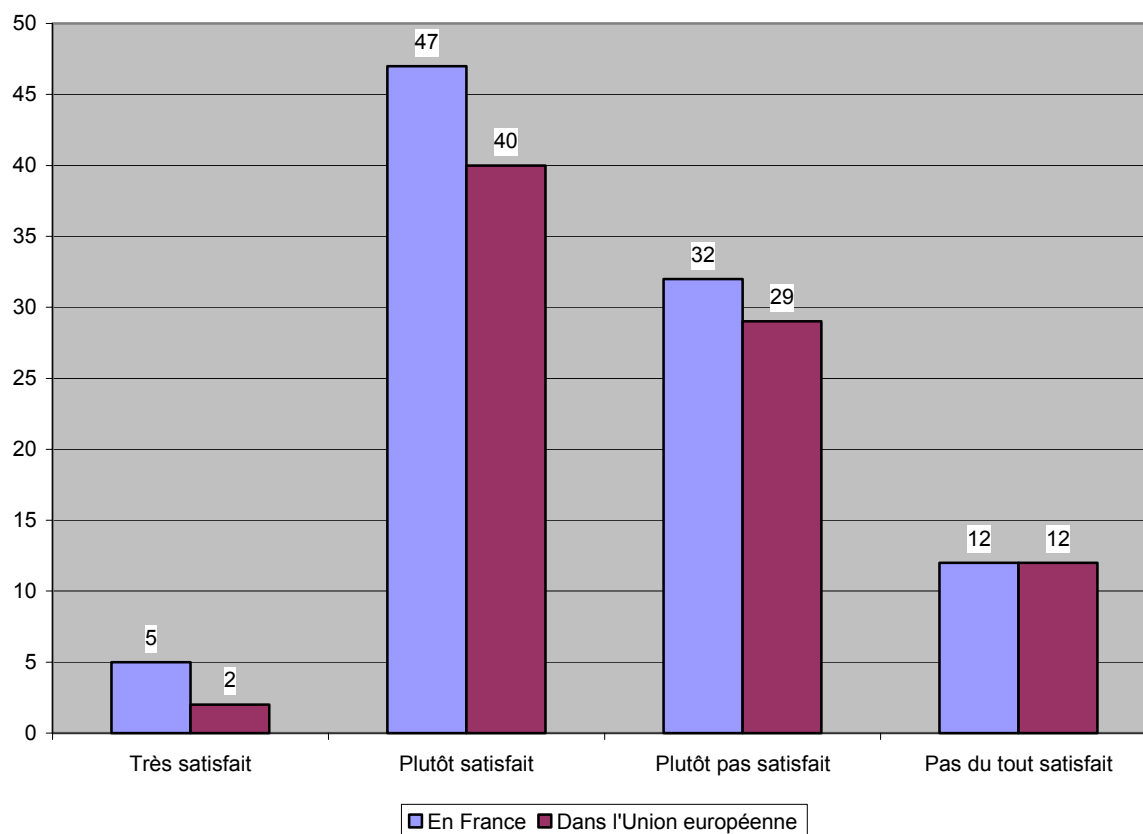
Toutes les autres propositions recueillent moins de 10% des suffrages. La réforme des institutions européennes et l'entrée de nouveaux membres dans l'Union ne représentent une priorité que pour 4% et 2% des personnes interrogées.

Les Français sont-ils pour autant favorables à une augmentation du budget européen pour financer de nouvelles actions communes ? Pas vraiment. Seules 36% d'entre eux pensent que, compte tenu de ses objectifs politiques, l'Union européenne devrait avoir plus de moyens financiers, contre 47% qui sont opposés à une augmentation du budget européen (17% ne se prononcent pas).

³ Rappelons que le sondage a été réalisé avant les attentats terroristes dont a été victime la ville de Londres.

LA DEMOCRATIE EN EUROPE

Êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait du fonctionnement de la démocratie en France et dans l'Union européenne ?



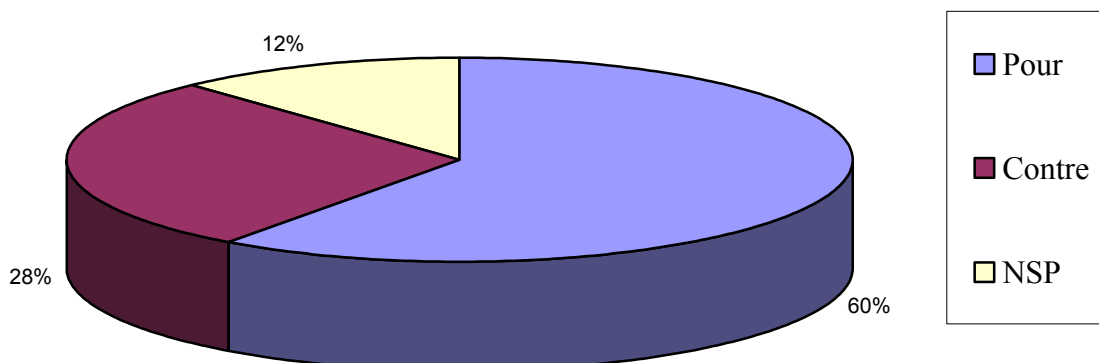
NB : Les sans avis n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

Le niveau de satisfaction pour le fonctionnement de la démocratie connaît une légère baisse :

- 53% (-4%) des Français sont soit très (5%, +1%) soit assez satisfaits (47%, -6%) du fonctionnement de la démocratie en France.
- 42% (-3%) des Français sont soit très (2%, +1%) soit assez satisfaits (40%, -4%) du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne.

Cela est confirmée par les réponses données à une autre question : 58% des Français sont plutôt d'accord avec l'affirmation « ma voix compte dans l'Union européenne » ; 37% sont d'un avis contraire ; 5% ne se prononcent pas.

Êtes-vous pour ou contre le principe d'une constitution européenne ?



Dans les commentaires relatifs aux derniers Eurobaromètres, il avait été précisé plusieurs fois qu'il y avait une grande différence entre l'adhésion au principe d'une constitution européenne et l'adhésion au traité constitutionnel signé à Rome le 29 octobre 2004.

- Le soutien au principe d'une constitution européenne (60%) a perdu 10 points par rapport à l'enquête d'octobre 2004. Les avis contraires (28%) gagnent à leur tour dix points, tandis que les indécis représentent 12% de la population française.
- En dépit de cette baisse, les avis favorables au principe d'une constitution restent très supérieurs aux avis défavorables (écart de 32 points). En d'autres termes, le rejet du traité constitutionnel n'équivaut pas, aux yeux des Français, à un arrêt définitif d'un processus constitutionnel.
- La polarisation du débat public français autour du thème de la constitution se traduit cependant par une part plus faible des indécis (-4%) et une plus forte proportion des avis défavorables (+5%) par rapport à la moyenne UE-25 (61% pour, 23% contre, 16% ne se prononcent pas).

LA PERCEPTION DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Après la victoire du « non » au référendum du 29 mai 2005⁴, il est intéressant de revenir sur la manière dont les Français ont perçu le traité constitutionnel au cours de la campagne référendaire. Le premier élément qui ressort de l'enquête est la difficulté qu'ont eu les Français à comprendre le texte de la Constitution. Ainsi, 27% avaient entendu parler du traité et connaissaient globalement son contenu ; 67% en avaient entendu parler mais, de leur aveu, ils savaient très peu de choses sur son contenu ; 7% n'en avaient pas entendu parler.

La forte médiatisation de la Constitution et le climat quasi passionnel qui ont entouré le vote du 29 mai permettent d'expliquer le fait que les Français estiment, dans l'ensemble, avoir une meilleure connaissance du texte. Le pourcentage de ceux qui disent connaître globalement le contenu du traité est en effet deux fois plus élevé en France que dans les autres pays européens (27% contre une moyenne UE-25 de 13%). De même, l'opinion française se distingue de celle des autres Etats par le nombre très faible de ceux qui n'ont jamais entendu parler de la constitution (7% en France, 18% dans l'Union européen).

Pour vérifier le niveau réel des connaissances sur la Constitution, les sondeurs ont proposé un petit test, dont les résultats sont présentés ci-dessous :

Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si, à votre avis, elle est vraie ou fausse. Il est prévu dans la Constitution européenne que ...

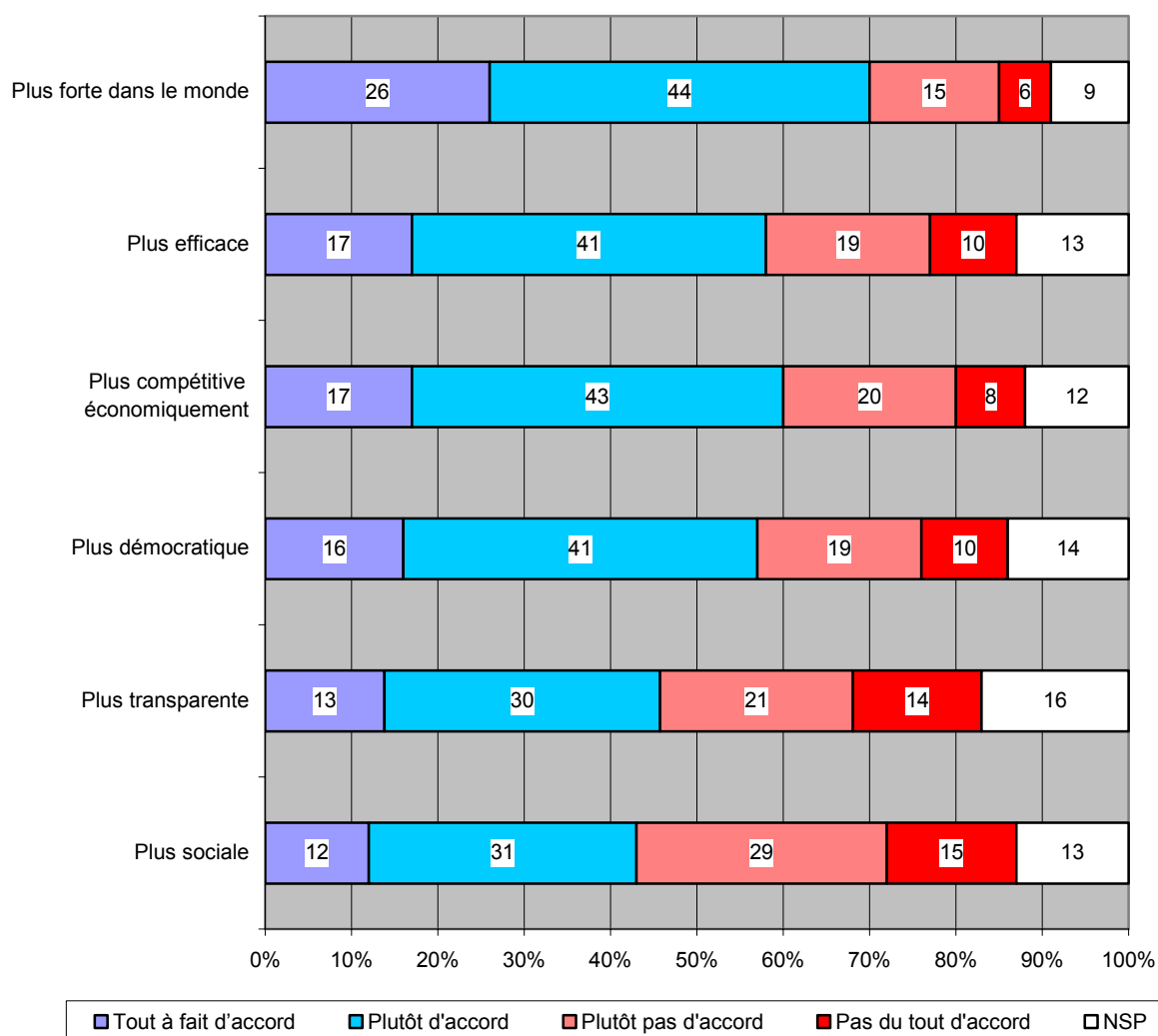
	Vrai	Faux	NSP
L'on crée un poste de Ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne	55%	11%	33%
Au moins un million de citoyens de l'Union européenne peuvent demander l'adoption d'une loi européenne	39%	20%	41%
Le Président du Conseil européen est élu directement par les citoyens européens	19%	54%	26%
L'on crée un impôt direct européen	21%	48%	30%
La citoyenneté nationale disparaîtra	16%	69%	15%
Un Etat membre peut sortir de l'Union européenne s'il le souhaite	45%	27%	28%

NB : Les réponses correctes sont présentées en gras.

En moyenne, le pourcentage de réponses correctes s'élève à 52%, celui des réponses inexacts à 19% et celui des sans opinion à 29%. Le niveau d'information des Français est légèrement supérieur à la moyenne UE-25 (bonnes réponses : 44% ; mauvaises réponses : 21%, NSP : 34%). Si les connaissances sur la constitution restent parfois sommaires, la campagne référendaire semble ainsi avoir joué un rôle pédagogique de premier plan.

⁴ Nous renvoyons, encore une fois, à l'Eurobaromètre flash sur le « non » français, disponible sur le site www.europa.eu.int/comm/public_opinion/flash/fl171_fr.pdf

Si tous les Etats membres adoptaient le traité établissant une Constitution pour l'Europe, cela rendrait le fonctionnement de l'Union européenne ... ?



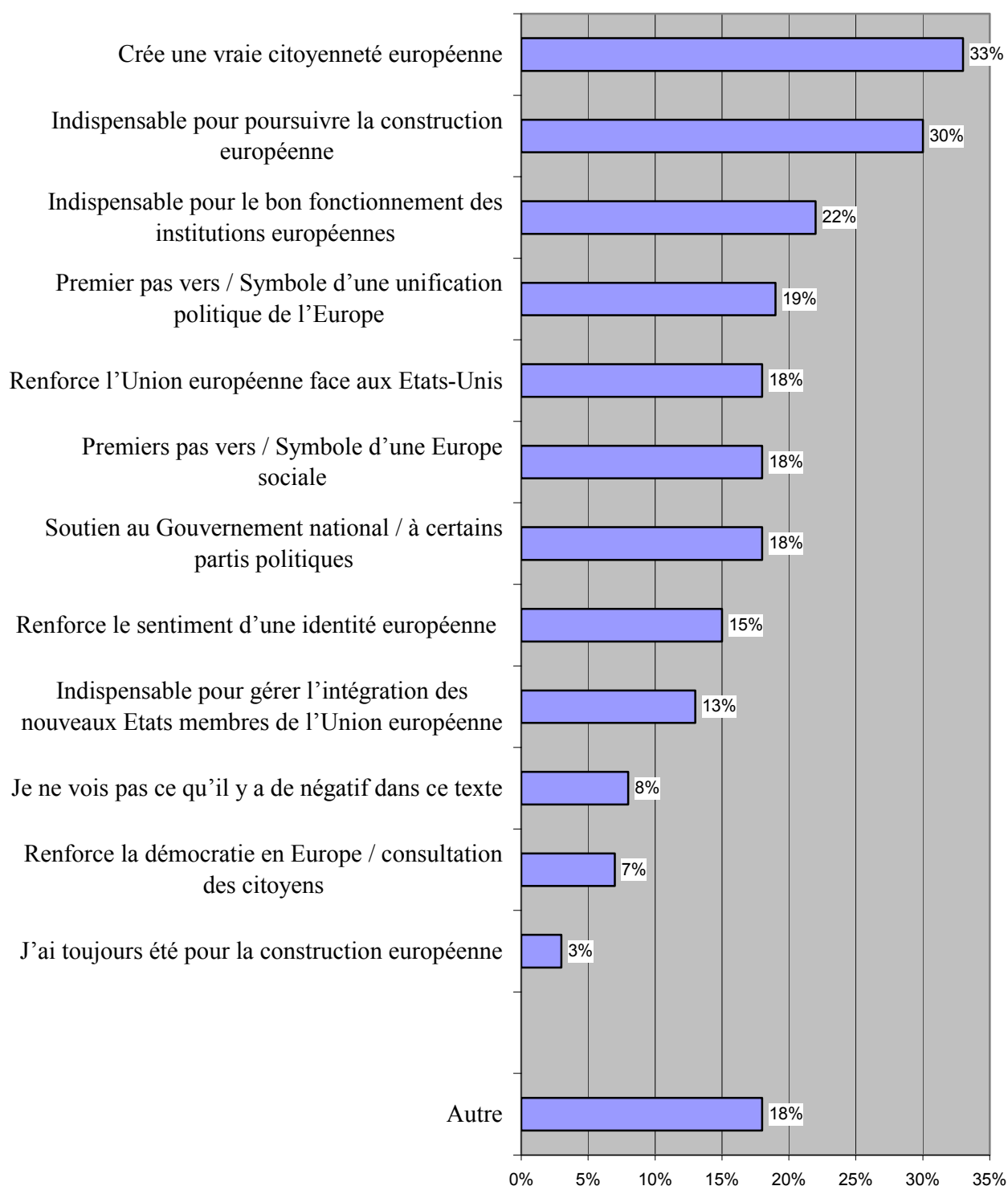
Au regard de la moyenne UE-25, l'opinion française se distingue par :

- Un fort scepticisme sur le contenu social de la Constitution : la somme des opinions négatives atteint 44% en France, contre 29% dans l'Union européenne.
- Des réserves analogues sur le fonctionnement du système : seuls 43% des Français pensent que la Constitution rendra plus transparent le système institutionnel européen, alors que la moyenne UE-25 s'élève à 56%.

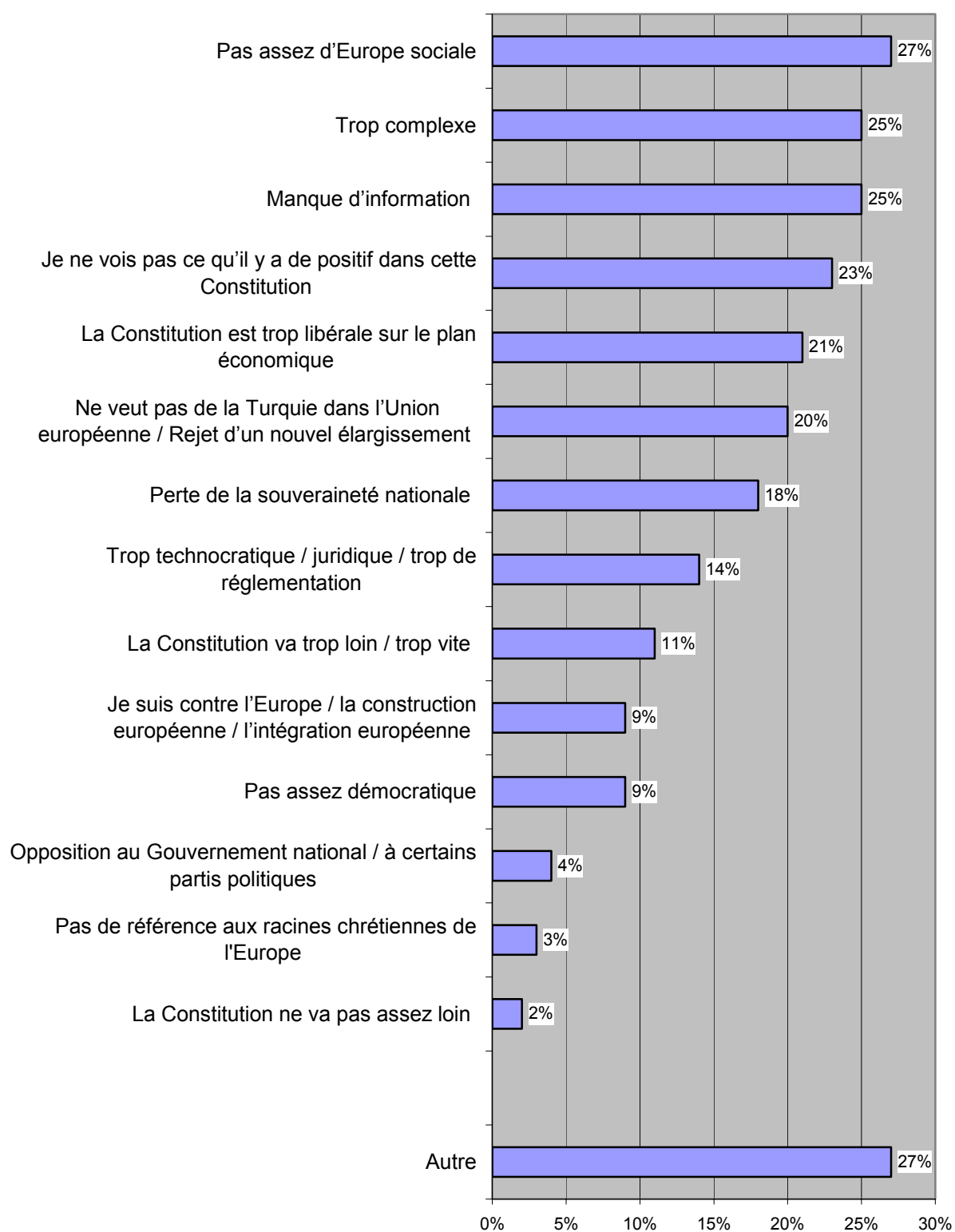
En revanche, dans les autres domaines pris en compte, l'opinion française est globalement positive et présente des valeurs proches ou identiques de celles des autres pays de l'Union.

Dans les deux pages suivantes, nous examinerons plus en détail les raisons pour lesquelles les Français ont manifesté leur soutien ou leur opposition à la Constitution européenne.

Quelles sont toutes les raisons pour lesquelles vous êtes favorable à la Constitution européenne (réponses spontanées) ?



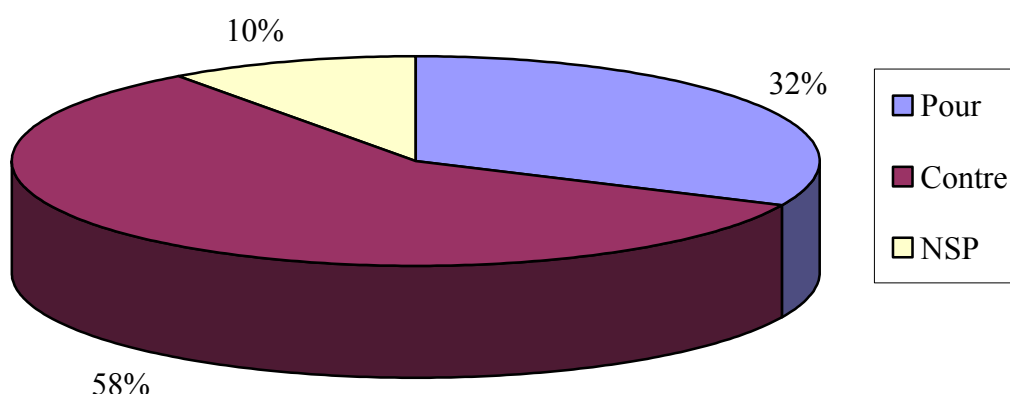
Quelles sont toutes les raisons pour lesquelles vous êtes opposé à la Constitution européenne (réponses spontanées) ?



VII) L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION

LES ELARGISSEMENTS FUTURS

Quelle est votre opinion sur les élargissements de l'Union dans les années à venir ?



Après la hausse constatée lors de l'Eurobaromètre 62 (octobre 2004), le soutien à « l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir » perd 7 points : 32% des Français y sont favorables, 58% opposés, 10% ne se prononcent pas.

Plus en détail, 10% des personnes interrogées pensent que l'Union européenne devrait s'élargir pour inclure tous les pays qui le souhaitent, 40% qu'elle devrait s'élargir pour inclure seulement certains des Etats qui le souhaitent et 43% qu'elle ne devrait plus s'élargir (4% ne se prononcent pas).

Comme lors des précédents sondages, les fortes réticences face à l'élargissement constituent un aspect spécifique de l'opinion française. Ces réticences peuvent être caractérisées en fonction de plusieurs critères (âge, profession, sympathies politiques).

1) L'ÂGE

	Pour	Contre	NSP
15-24 ans	35%	58%	7%
25-39 ans	38%	51%	12%
40-54 ans	37%	56%	7%
Plus de 55 ans	22%	65%	12%

La radicalisation des 15-24 ans est l'élément le plus significatif de cet Eurobaromètre⁵ : contrairement à ce qui avait été constaté dans les sondages précédents, les jeunes sont désormais la catégories d'âge la plus opposée à l'élargissement (58% d'opinions contraires) après les plus de 55 ans (65% d'avis négatifs).

⁵ Pour une analyse détaillée de l'opinion des 15-24 ans, voir le point III.3 de ce rapport.

2) LES SYMPATHIES POLITIQUES

	Pour	Contre	NSP
Sympathisants de gauche	38%	52%	10%
« Centristes »	31%	61%	9%
Sympathisants de droite	30%	63%	7%

Les opinions défavorables à l'élargissement sont plus ancrées dans l'électorat de droite (63%) et du centre (61%) qu'auprès des sympathisants de gauche (52%). Il faut cependant remarquer que, quelle que soit l'appartenance politique, les avis positifs ne sont jamais majoritaires.

3) LA PROFESSION

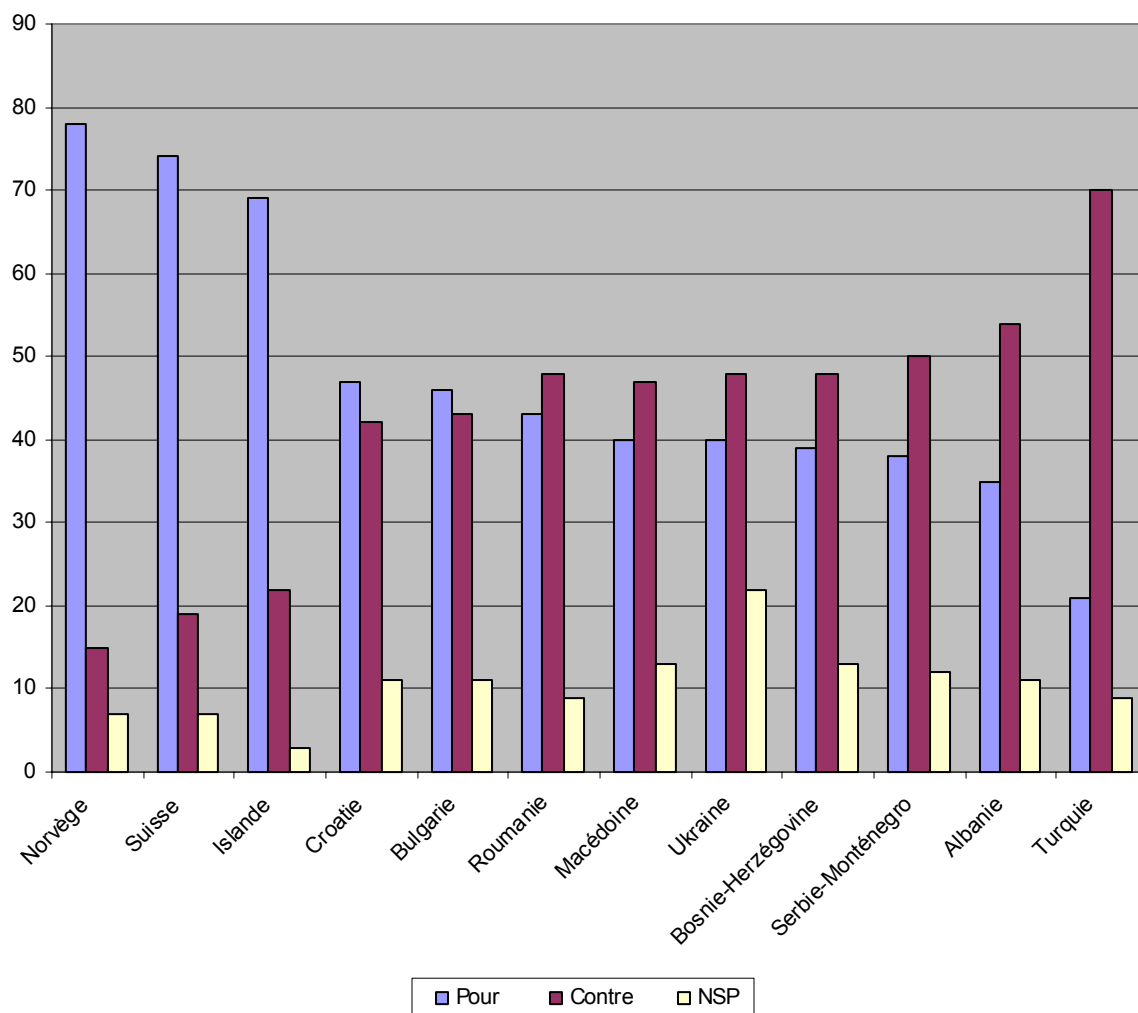
	Pour	Contre	NSP
Étudiants	42%	50%	8%
Cadres	40%	46%	15%
Employés	36%	56%	8%
Chômeurs	33%	55%	12%
Travailleurs indépendants	33%	63%	4%
Ouvriers	32%	61%	6%
Retraités	23%	64%	12%

Les écarts en fonction de l'activité professionnelle ne sont pas véritablement significatifs : les opinions défavorables à l'élargissement l'emportent sur les avis positifs dans tous les cas de figure. Si la catégorie des étudiants présente le plus fort pourcentage de « pour » (42%), les « contre » (50%) se situent toutefois à un niveau relativement élevé. Les oppositions sont particulièrement marquées chez les retraités (64%), les ouvriers (61%) et les travailleurs indépendants (63%).

Une fois de plus, le soutien de l'opinion française à l'élargissement est largement inférieur à la moyenne UE-25 (50% pour, 38% contre, 12 ne se prononcent pas). Parmi les Etats de l'Union européenne, seules les opinions allemande (33% pour, 61% contre) et autrichienne (31% pour, 58% contre) manifestent une opposition plus forte que celle constatée en France.

QUELS ETATS DOIVENT ENTRER DANS L'UE ?

Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ?



Comme toujours, les Français plébiscitent un élargissement éventuel de l'UE à la Norvège (78% d'opinions favorables), à la Suisse (74%) et à l'Islande (69%).

Parmi les pays candidats, une majorité de Français est favorable à l'adhésion de la Croatie (47% pour, 42% contre) et de la Bulgarie (46% pour, 43% contre). Les avis défavorables à l'entrée de la Roumanie (48%) sont légèrement supérieurs aux avis favorables (43%).

Les Français sont en revanche plus réservés quant à l'adhésion de l'Ukraine (40% pour et 48% contre) et des pays des Balkans, que ce soit la Bosnie-Herzégovine (48% d'opinions négatives), l'ancienne République yougoslave de Macédoine (47%), la Serbie Monténégro (50%) ou l'Albanie (54%).

Enfin, l'opinion française demeure très opposée à l'entrée de la Turquie : 21% des personnes interrogées y sont favorables, 70% hostiles et 9% sans avis.

En comparant ces résultats à ceux du dernier Eurobaromètre où la question avait été posée (EB 58, novembre 2002), on peut constater la hausse significative des opinions favorables aux trois prochains entrants (Bulgarie, Roumanie, Croatie) et, dans une moindre mesure, aux pays des Balkans. A l’opposé, les opinions favorables à l’entrée de la Turquie restent toujours à un niveau très faible et perdent même deux points en trois ans :

	Croatie	Bulgarie	Roumanie	Macédoine (FYROM)
Novembre 2002	23%	30%	23%	22%
Mai 2005	47%	46%	43%	40%
Ecart	+24%	+16%	+20%	+18%

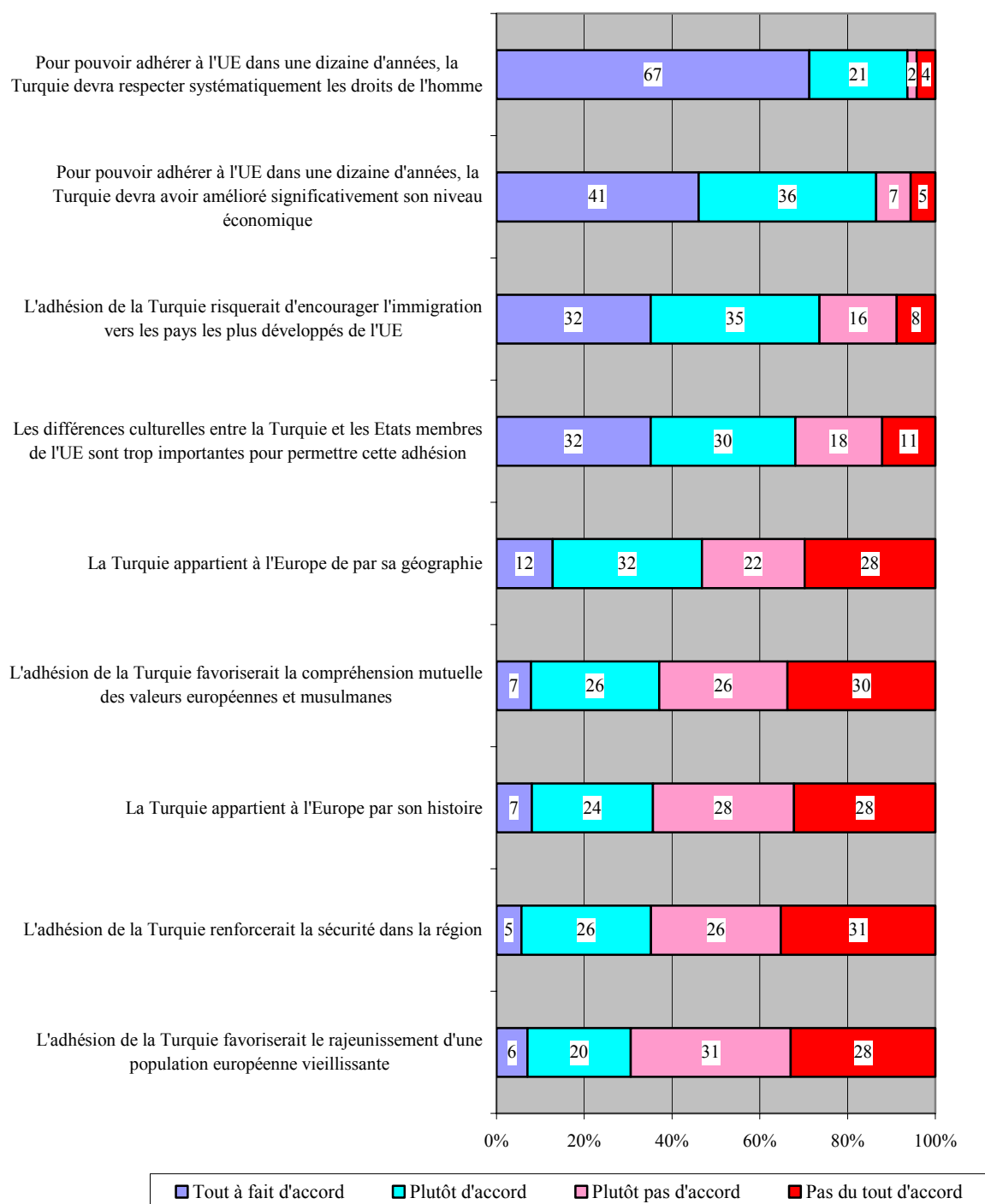
	Bosnie-Herzégovine	Serbie-Monténégro	Albanie	Turquie
Novembre 2002	21%	26%	21%	23%
Mai 2005	39%	38%	35%	21%
Ecart	+18%	+12%	+14%	- 2%

NB : Dans ces tableaux, les sans opinion n’ont pas été pris en compte.

L'ADHÉSION DE LA TURQUIE

Il convient d'analyser plus en détail l'opposition des Français à l'éventuelle adhésion de la Turquie. A cette fin, les sondeurs ont introduit une nouvelle série de questions.

Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.



A l'échelle européenne, l'opinion française se caractérise par les éléments suivants :

- Avec 21% d'avis favorables et 70% d'avis contraires, la France fait partie des pays les plus opposés à l'adhésion de la Turquie. Seuls l'Autriche (10% pour, 80% contre), Chypre (16% pour, 80% contre), l'Allemagne (21% pour, 74% contre) et la Grèce (26% pour, 70% contre) présentent des valeurs comparables à celles de la France.
- Les peuples qui soutiennent le plus l'entrée de la Turquie sont les Portugais (54%), les Slovènes (53%), les Hongrois (51%) et les Suédois (50%). L'opinion des nouveaux Etats candidats est aussi particulièrement favorable à l'adhésion de la Turquie, que ce soit en Roumanie (66% pour), en Croatie (57%) ou en Bulgarie (45%). D'une manière fort logique, on trouve le plus fort soutien auprès de la communauté turque de Chypre (82% d'avis favorables, 11% d'avis contraires, 6% NSP).
- Seuls 44% des Français pensent que la Turquie appartient à l'Europe de par sa géographie et 31% de par son histoire. On constate un écart de 11 points par rapport à la moyenne UE-25 qui, dans ces domaines, s'élève respectivement à 55% et à 42%.
- L'opinion française est également moins sensible aux avantages qui pourraient découler d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne : seules 34% des personnes interrogées pensent que son adhésion favoriserait la compréhension mutuelle des valeurs européennes et musulmanes (UE-25 : 41%) et 32% qu'elle renforcerait la sécurité dans la région (UE-25 : 38%).
- En ce qui concerne les critères d'adhésion, les Français présentent en revanche des valeurs très proches de la moyenne européenne. Ainsi, 88% des Français et 84% des Européens estiment l'adhésion de la Turquie doit être soumise au respect systématique des droits de l'homme ; 77% des Français et 76% des Européens qu'elle doit être précédée d'une amélioration du niveau économique du pays.

CONCLUSION

Réalisé à un moment clé de la construction communautaire, l'Eurobaromètre 63 met en relief une radicalisation de l'opinion française autour des questions européennes. Au même titre que les débats autour de la Communauté européenne de défense et au sujet du traité de Maastricht, le référendum du 29 mai a coïncidé avec une cristallisation d'une opinion publique jusque-là peu intéressée par les sujets européens.

La campagne référendaire a eu un rôle ambivalent : elle a sans doute contribué à améliorer les connaissances sur la Constitution et sur l'Union européenne en général ; mais elle a également été marquée par la diffusion d'un grand nombre d'arguments défavorables ou fallacieux (voire de contrevérités) à l'égard des institutions européennes.

L'Eurobaromètre 63 est caractérisé par une nette dégradation des indices de confiance. Les Français continuent de manifester leur scepticisme quant à une amélioration de l'activité économique et de la situation de l'emploi dans leur pays. Le chômage est plus que jamais la première préoccupation des Français. Par rapport à celle des autres pays, l'opinion française se distingue aussi par de très fortes réticences à l'égard de la mondialisation qui, pour une majorité des personnes interrogées, est assimilée avant tout au thème des délocalisations.

Ces craintes et ce scepticisme se traduisent par une perte de confiance à l'égard des institutions nationales et internationales. L'Union européenne n'échappe pas à la règle : les avis favorables aux institutions européennes ont ainsi fortement chuté en six mois. En particulier, on constate une forte montée des oppositions dans la catégorie des 15-24 ans, traditionnellement très favorable aux avancées de l'entreprise européenne.

Sans avoir marqué un coup d'arrêt définitif à la ratification du traité constitutionnel, la victoire du « non » au référendum du 29 mai a certainement conduit à une pause du processus. A en croire les résultats du sondage, les Français ne souhaitent cependant pas un arrêt de la construction européenne : une majorité d'entre eux continue à manifester son attachement à l'appartenance de la France à l'Union et souhaite même un approfondissement des politiques communes.

Fortement attachés au principe d'une politique étrangère commune aux Etats européens, les Français continuent en revanche de manifester des réticences à l'égard d'un nouvel élargissement de l'Union européenne. Avec 32% seulement d'opinions favorables, la France se situe une fois de plus dans le peloton des pays les plus hostiles à l'entrée de nouveaux pays. S'il existe désormais une majorité favorable à l'élargissement prévu en 2007 ou en 2008 (Bulgarie, Roumanie, Croatie) et une montée des opinions favorables à une entrée des pays des Balkans et de l'ex-Yougoslavie, on constate en revanche que les Français sont toujours très hostiles à la perspective d'une adhésion de la Turquie.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
I) APERCU DE L'OPINION FRANCAISE	3
- Le contexte national	3
- Vie et situation personnelle des Français	5
- Les attentes pour l'avenir	7
II) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS	9
- Les institutions nationales	9
- Les institutions européennes	10
- Le sentiment d'appartenance	13
III) L'IMAGE DE L'UNION EUROPEENNE	16
- Image et représentations	16
- Les craintes de la population	19
- Les jeunes et l'Union européenne	20
IV) L'INFORMATION SUR L'UNION EUROPEENNE	22
- Les sources d'information	22
- Le traitement de l'information européenne	23
- La connaissance réelle de l'UE	25
V) LE ROLE DE L'UE DANS LE MONDE	27
- La politique extérieure	27
- L'Europe et le reste du monde	28
- Les Français et la mondialisation	33
VI) L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE	36
- Les attentes des Français	36
- La démocratie en Europe	38
- La perception du traité constitutionnel	40
VII) L'ELARGISSEMENT DE L'UNION	44
- Les élargissements futurs	44
- Quels Etats doivent rentrer dans l'UE ?	46
- L'adhésion de la Turquie	48
CONCLUSION	50